

**"Qui a le bâton, a le buffle".
Le corporatisme économique de l'armée pakistanaise**

Amélie Blom

"Qui a le bâton, a le buffle". Le corporatisme économique de l'armée pakistanaise

Amélie Blom

Chercheur associé au Centre de Recherches Internationales de la Sorbonne (CRIS)

Résumé

"Qui a le bâton, a le buffle". Ce proverbe du Pendjab s'applique admirablement aux forces armées du Pakistan, par ailleurs majoritairement originaires de cette province. Celles-ci se sont, en effet, transformées, au fil des années, en un groupe d'intérêt économique. Leurs activités industrielles et commerciales sont désormais partie intégrante de la vie quotidienne de la société. L'ampleur de cet état de fait et sa visibilité tranchent avec l'attention marginale, ou strictement descriptive, que la recherche sur le Pakistan lui a accordée. Pour expliquer la transformation de l'armée pakistanaise en un acteur économique de premier plan, cette étude revisite les théories de Charles Tilly sur la militarisation "dépendante" des Etats du Sud. Elle insiste sur l'importance des capitaux locaux, la terre en particulier, et sur les facteurs endogènes du corporatisme, historique (legs colonial) et politique (recherche d'une autonomie maximale à l'égard des acteurs politiques civils) qui ont permis à l'armée de se consolider institutionnellement. Depuis les années 80 toutefois, l'approfondissement du corporatisme économique des militaires génère des tensions croissantes dans les relations que ceux-ci entretiennent avec les acteurs civils, principalement la bureaucratie, première lésée, ainsi qu'avec la société, provoquant des mouvements de désobéissance civile paysanne sans précédent ou bien encore réveillant d'anciennes revendications nationalistes parmi les groupes ethniques sous-représentés au sein de l'armée. Le phénomène est également source de frictions au sein même des forces armées. Ces tensions sont, cependant, contrebalancées par le soutien dont continue de disposer l'armée au sein de nombreux secteurs de la société. Surtout, elles ne sont pas en mesure de gêner une logique corporatiste bien trop efficace et fonctionnelle pour s'atténuer: paradoxalement, la "privatisation" de l'armée contribue à sa cohésion. Le patrimonialisme militaire au Pakistan peut, en effet, être interprété comme un processus qui, parmi d'autres bien sûr, a aidé l'armée à maintenir un fort esprit de corps; dynamique qui s'apparente, de plus en plus, à un véritable "syndicalisme militaire".

Abstract

"He who has the stick, has the buffalo". This Punjabi proverb applies well to Pakistan's armed forces, a majority of which, in fact, hail from this province. They have gradually formed an economic interest group with many industrial and commercial activities that have become an integral part of Pakistan's everyday life. Oddly enough, this patent fact has been neglected by the academic research on Pakistan or, at best, has only been addressed in a descriptive manner. The present study attempts to explain the transformation of Pakistan's armed forces into a significant economic actor by reinterpreting Charles Tilly's thesis about the dependent militarization of Third World states. It emphasizes the crucial role played by local capital, especially land. It also stresses how endogenous historical factors (the colonial legacy) and political factors (the delicate civil-military balance of power) have helped the army to consolidate itself institutionally. Yet, since the 1980s, the expansion of military economic corporatism has provoked increased tensions between the army and its civilian partners, primarily the bureaucracy, which is the main loser in this unfair competition for state property. It also produces social resistance: unprecedented civil disobedience movements have appeared, and old grievances emanating from ethnic groups under-represented within the army have been reawakened. The phenomenon also creates friction within the armed forces themselves. Nevertheless, these tensions do not seriously undermine a corporatist rationale that is far too effective and functional to disappear. Paradoxically, the military's "privatisation" contributes to its internal cohesion. Indeed, military patrimonialism in Pakistan can usefully be analysed as one of the many processes that has helped the armed forces maintain a strong "esprit de corps" and which has given rise to what can be termed "military syndicalism".

INTRODUCTION¹

Monsieur Butt est heureux ce matin, sa maison est enfin achevée. Il avait acheté, l'année dernière, un terrain dans le quartier du Cantonment, à Lahore, à un Général de brigade qui dirige, à présent, une des entreprises de la Fauji Foundation ("fondation militaire") : organisme initialement chargé de fournir une aide sociale aux militaires des trois armées qui s'est progressivement transformé en un empire commercial. Les murs, recouverts de Fauji Cement, semblent solides, et l'alimentation en électricité (provenant de la Fauji Kabirwala Power Plant) et en gaz (fourni par Fauji LPG) ne laisse, pour une fois, pas à désirer. Il ne regrette pas de n'avoir pas choisi Bahria Town, zone résidentielle que la Bahria Foundation ("fondation navale", réservée, elle, au personnel à la retraite de la marine) vient de construire à la sortie de la ville.

Après que son fils a avalé son porridge Fauji Cereals et y avoir versé du sucre raffiné par les Fauji Sugar Mills, il part le conduire à sa Cadet School dirigée par un Lieutenant-colonel à la retraite. Ayant emprunté le Defence Main Boulevard, réparé grâce aux ingénieurs de la Frontier Works Organization (l'entreprise de ponts et chaussées gérée par l'armée de terre), il s'arrête à la Askari Commercial Bank ("banque commerciale militaire"), puis à l'agence de voyage pour acheter un billet d'avion sur un vol de la Shaheen Airlines (compagnie d'aviation créée par la fondation réservée à l'armée de l'air, la Shaheen Foundation, "fondation de l'aigle"). Il s'envolera du nouvel aéroport de Lahore situé sur un terrain occupé illégalement par les Rangers, force paramilitaire chargée de la protection de la frontière, puis vendu par ces derniers à la Civil Aviation Authority.

L'après-midi, son cousin (un riche fermier de Rahim Yar Khan, au sud Punjab) vient lui rendre visite. Ce dernier se plaint du coût des engrais (il utilise ceux de Fauji Fertilizer), de la route embouteillée par des dizaines de poids-lourds, en particulier ceux de la National Logistic Cell (l'organisme de transports routiers dirigé par l'armée de terre), et surtout, des fonctionnaires. A Lahore pour faire enregistrer son contrat de mariage auprès du service de l'état civil de la mairie, il a été éconduit par un employé paresseux. Mais une fois revenu en compagnie de son beau-frère, Commandant à la retraite, il obtint

¹ L'analyse qui suit est le fruit d'une enquête de terrain effectuée au Pakistan de décembre 2003 à février 2004 grâce au soutien de l'Observatoire de l'Asie du Sud du CERI. Je tiens à en remercier ses organisateurs. Celle-ci a également bénéficié de l'aide, généreuse, apportée par Ayesha Siddiqa. L'auteure est évidemment seule responsable des opinions ici développées.

finalement en deux minutes du chef de service, un Commandant également, qu'il appose le précieux tampon.

"Qui a le bâton, a le buffle"². Comme le démontre notre récit semi-fictionnel³, ce proverbe du Pendjab s'applique admirablement aux forces armées pakistanaises, par ailleurs majoritairement originaires de cette province. L'armée s'est en effet transformée en un groupe d'intérêt économique dont les activités sont devenues partie intégrante de la vie quotidienne des Pakistanais. L'ampleur de cet état de fait (la totalité de la "fortune" institutionnelle de l'armée, budget de la défense exclu, est évaluée à 700 milliards de roupies, soit 10 milliards d'euros)⁴, sa visibilité et sa banalité tranchent avec l'attention marginale ou strictement descriptive que la recherche sur le Pakistan lui a accordée. Comment expliquer la transformation de l'armée pakistanaise en un acteur capitaliste et quel impact celle-ci a-t-elle sur les rapports entre l'armée d'une part, et les institutions civiles et la société d'autre part ?

Cette étude vise à répondre à cette question en procédant, tout d'abord, à un état des lieux de la recherche sur le corporatisme économique des armées (1). Elle étudie, ensuite, la nature précise du champ économique militaire et défend l'hypothèse selon laquelle les facteurs historiques et endogènes, sous-estimés par la théorie politique, ont été déterminants dans sa constitution (2). Enfin, elle propose une évaluation des tensions, réelles et croissantes, que ce phénomène génère dans les relations que l'armée entretient avec les acteurs civils, ainsi qu'au sein même des forces armées, tout en nuancant, toutefois, leur impact: paradoxalement, la "privatisation" de l'armée contribue à sa cohésion (3).

² *Jiski lathi, uski bhaiñs.*

³ Les faits relatés, réellement vécus par différents individus ou personnellement observés, sont attribués à un être imaginaire et regroupés sur une même journée par souci de clarté.

⁴ Estimation avancée par Ayesha Siddiqa. Compte-rendu de son allocution au Woodrow Wilson Centre dans: "Military business weakens state control of institutions", *Daily Times* (Lahore), 22 juin 2005.

LES ARMEES, ACTEURS ECONOMIQUES : PISTES DE RECHERCHE

Sur ses cinquante-huit années d'existence, l'Etat pakistanais a connu trente années de régime militaire, sous les généraux Ayub Khan puis Yahyah Khan (1958-1971), le général Zia ul-Haq (1977-1988) et, depuis 1999, le général Pervez Musharraf. Tous les coups d'Etat ont été organisés par des chefs d'état-major de l'armée de terre (Chief of Army Staff ou COAS) - la première en nombre et la plus politisée des trois armées - qui ont alors occupé les fonctions exécutives suprêmes: "administrateur en chef de la loi martiale", "chief executive" ou président de la République.

Le rôle de l'armée dans le jeu politique s'apparente, sans lui être exactement semblable, à l'idéal-type conçu par Alfred Stepan pour caractériser les interventions politiques des armées latino-américaines: le "modèle modérateur" à trois dimensions (Stepan, 1971, p. 62-66). Premièrement, dans une société où toutes les institutions sociales ("église", syndicats, corporations, universités, etc.) sont hautement politisées, tandis que les institutions politiques sont faibles, l'armée est non seulement elle-même politisée mais aussi l'objet de tentative de cooptation par les groupes en conflit. C'est ce qui se produit dès le lendemain de l'indépendance du Pakistan lorsqu'en 1951, la première tentative de coup d'Etat avortée fut organisée par un groupe d'officiers et d'intellectuels aux sympathies communistes. Deuxièmement, le système parlementaire étant perçu comme incapable de résoudre les conflits, l'armée est soit sollicitée par la classe politique pour les arbitrer, soit intervient d'elle-même après s'être assurée du soutien des groupes dominants (partis d'opposition, aristocratie foncière, entrepreneurs privés, etc.): les années 50 et 90 correspondent au premier cas de figure au Pakistan, les coups d'Etat de 1977 et de 1999 au second. Celui-ci se présente lorsque le gouvernement en place n'est plus en mesure de surmonter une crise politique ou économique majeure provoquant, ou risquant de provoquer, une mobilisation massive de groupes exclus jusque-là du jeu politique.

On a, bien sûr, affaire au Pakistan, à une "armée politique": une armée qui conçoit son implication dans la politique intérieure et les affaires du gouvernement, ou son contrôle direct sur celles-ci, comme une part centrale de ses fonctions légitimes (Koonings et Kruijt, 2002, p. 1). Toutefois, comme le suggère utilement la troisième dimension du modèle de Stepan, l'armée ne se pense pas comme étant, *per se*, la source ultime, et la seule légitime, de l'exécutif (cas des armées qui se croient investies de la

responsabilité de réformer l'Etat ou de construire la nation). Elle est, par contre, fort consciente de sa capacité unique, à l'exclusion d'autres acteurs, à modérer les conflits et à préserver l'ordre social. Dès lors, et bien que les interventions politiques de l'armée soient fréquentes au Pakistan, la culture politique, qu'il s'agisse de la société civile, des partis politiques ou de l'institution militaire elle-même, n'accorde qu'une légitimité "par défaut" à l'idée d'un gouvernement dirigé par les militaires sur une longue période.

Ainsi, et bien que les dirigeants militaires pakistanais, contrairement à leurs homologues latino-américains, n'aient jamais transféré le pouvoir aux civils - s'accrochant au pouvoir jusqu'à une démission forcée par leurs pairs en 1969, une défaite militaire en 1971 ou une mort soudaine en 1988 -, ils ont tous recherché une légitimité populaire (élections ou référendums présidentiels) et tenté de refaçonner l'ordre constitutionnel pour légaliser leur maintien au pouvoir. Ceci s'est traduit par la mise en place d'un système présidentiel fort, accordant au Président un droit de veto sur les décisions du Parlement (1962) ou l'autorisant à démettre le Premier ministre et les Assemblées (amendements constitutionnels de 1985 puis de 2003). Ce soutien social "par défaut" s'explique, selon nous, par une caractéristique politique fondamentale de l'armée pakistanaise: contrairement à de nombreuses autres armées du Sud, elle n'est dotée d'aucune légitimité historique. Elle n'a pas été une armée de libération nationale: elle n'a été ni un protagoniste clé de la lutte pour l'indépendance, ni un acteur décisif dans la création du Pakistan (au contraire, la majorité des officiers et des soldats musulmans qui rejoignirent alors le nouvel Etat étaient attachés à l'unité de leur force). Nulle "famille révolutionnaire", comme en Algérie par exemple.

Comment qualifier la nature du régime militaire pakistanais ? La tâche est difficile. Tout d'abord, parce que les généraux Ayub, Yahah, Zia et Musharraf ont gouverné selon des degrés variables d'autoritarisme au cours de leur mandat: imposition de la loi martiale ou suspension des assemblées, consultations électorales avec ou sans partis politiques, absence ou présence d'un Premier ministre, censure sévère ou liberté de la presse. Ensuite, outre ces années de gestion directe de l'Etat, l'armée a également arbitré, en coulisse et souvent à la demande des civils eux-mêmes, le transfert du pouvoir; ceci ayant eu pour résultat que tout au long de la décennie de transition démocratique (1988-99), les Premiers ministres (Benazir Bhutto puis Nawaz Sharif) n'aient jamais pu aller au terme de leur mandat. Et quand bien même ceux-ci étaient au pouvoir, le jeu politique pakistanais reposait sur une règle implicite, définie par l'armée et qui ne souffrait aucune exception (sa violation a, en effet, été à l'origine de la majorité des coups d'Etat): la non-

intrusion des civils dans ses affaires institutionnelles (nomination, promotion) et dans son domaine réservé (politique de défense, d'armement, voire la politique étrangère).

Le régime militaire pakistanais a donc pris la forme d'un gouvernement direct (l'armée exerce les responsabilités même si elle nomme un cabinet civil pour mettre en oeuvre ses politiques) ou indirect (l'armée remplace les gouvernements civils selon son bon vouloir) ou encore "dual" (l'armée et un parti civil gouvernent tandis qu'au-dessus règne un oligarchie), pour reprendre la typologie établie par Samuel Finer (Finer, 1988, p. 149-167). Le régime actuel relève du troisième type: le COAS Musharraf est Président, le Premier ministre est un civil issu des rangs du parti majoritaire à l'Assemblée, la Pakistan Mulsim League-Qaïd-e-Azam (PML-Q), agit sous ses ordres mais leur marge de manœuvre à tous deux dépend du soutien dont ils disposent auprès de la hiérarchie militaire: les neuf commandants des corps d'armée réunis au sein du Corps Commanders Committee (CCC) qui constitue donc une oligarchie.

Enfin, difficulté supplémentaire, l'armée ne dirige pas seulement l'Etat, elle l'administre aussi. Si le général Musharraf peut affirmer qu'il "n'y a pas aujourd'hui de gouvernement militaire, l'armée est dans les casernes", et si en effet la majorité des ministres sont des civils, il reste que sur les quinze départements de la Cabinet Division (en charge des organismes publics sous l'autorité directe du Conseil des ministres), sept sont dirigés par des officiers de l'armée de terre, dont trois en active, qui ne disposent pas, pour la plupart des qualifications requises. La militarisation de l'administration de l'Etat a d'ailleurs été parfaitement illustrée par la gestion politique du tremblement de terre d'octobre 2005 lorsque le gouvernement a délégué l'entière organisation des secours aux militaires. Ceux-ci ont pris en charge non seulement la distribution des équipements requis et des vivres aux victimes, mais aussi la levée des fonds (le President's Relief Fund, dirigé par le général en chef, ayant rapidement éclipsé le Prime Minister Relief Fund, administré par un civil). De plus, toutes les autorités administratives existantes ou *ad-hoc*, créées pour coordonner l'assistance (Crisis Management Cell, Federal Relief Commissioner, Earthquake Rehabilitation Authority, Earthquake Reconstruction and Rehabilitation Authority) sont dirigées par des officiers.

Cette persistante domination politique et administrative de l'armée a généré une abondante littérature sur les rapports civils-militaires au Pakistan (Gardezi, Rashid, 1983, Jalal 1999, McGrath, 1996, Malik, 1997, Shafqat, 1997, Waseem, 1987). Toutefois, l'institution militaire elle-même, très certainement "l'organisation la plus vaste et la plus compliquée du Pakistan" (Dewey, 1991, p. 274), reste mal connue. De fait, cette armée

de métier de 570 000 hommes (620 000 jusqu'à la première réduction des effectifs de son histoire en 2004), parmi les dix premières du monde, est sous-étudiée⁵. Les analyses générales, le plus souvent descriptives (Cloughley, 1998, Cheema, 2002), les récits historiques⁶, les dizaines de mémoires ou d'autobiographies publiées par des officiers à la retraite ne permettent d'avoir qu'une vague idée de la complexité de ses dynamiques internes. La seule étude sur le corps des officiers date (Cohen, 1984) et l'on ne sait tout simplement rien des soldats. Seul un politiste, Hasan-Askari Rizvi, a travaillé avec constance sur l'armée (Rizvi, 1986, 2003a), cependant cette situation de monopole n'aide pas au débat scientifique.

Quant aux activités commerciales, industrielles, financières et foncières de l'armée, pourtant anciennes, elles n'ont commencé à être étudiées que depuis la fin des années 90. Les apports de Hasan-Askari Rizvi et d'Ayesha Siddiqa sont, à cet égard, inestimables⁷. Seule cette dernière étude, cependant, propose une lecture analytique, succincte, de ce qu'elle appelle le "milbus" (prononcé "milbiz") pour "military business". Elle distingue quatre modèles théoriques permettant d'expliquer pourquoi une armée se croit autorisée ("self-entitled") à intervenir dans la sphère économique (Siddiqa, 2003, p. 2-3): le "paradigme du sauveur national" (l'armée tout entière est impliquée, les soldats étant convertis en "travailleurs-esclaves", industriels ou agricoles); le "paradigme de la modernisation économique autoritaire" (l'armée se considère comme la seule instance suffisamment efficace pour développer le pays); le "paradigme anarchiste de l'appropriation prédatrice" (le port de l'uniforme se transforme en droit d'extorsion généralisé); le "paradigme de l'auto-sauvegarde de l'intérêt institutionnel" (de simples activités de défense s'étendent progressivement au champ économique).

Mais les raisons pour lesquelles ces "paradigmes" ne s'appliquent pas au cas pakistanais ne sont pas données. Siddiqa se contente de souligner qu'ils sous-estiment l'influence politique de l'armée, variable préalable à ses aventures entrepreneuriales comme le démontrerait le cas du Chili, de l'Equateur, de la Chine, de l'Indonésie, de la Thaïlande ou encore de l'Angola. L'argument est non seulement quelque peu tautologique

⁵ Pour une bibliographie exhaustive des travaux disponibles, voir Rizvi (2003b), p. 95-130.

⁶ Pour la meilleure histoire de l'armée pakistanaise qui, malheureusement, ne couvre que les années 1947-62, voir Khan (1963).

⁷ Outre les travaux de ces deux politistes pakistanais, la présente étude s'appuie sur les sources suivantes: rapports d'activité des entreprises militaires; entretiens et discussions informelles avec des officiers à la retraite, des fonctionnaires de l'administration civile, des activistes des droits de l'homme, des journalistes et des économistes; articles de la presse quotidienne locale qui fournissent une multitude d'exemples concrets, de même que ceux du mensuel *Defence Journal* (Karachi) dans lequel des officiers à la retraite s'expriment régulièrement. Enfin, l'observation directe est également riche en enseignements.

(une armée politiquement dominante a, sans aucun doute, une marge de manœuvre économique plus forte) mais surtout réversible (c'est leur mainmise sur les revenus de l'exportation de l'étain qui assura aux militaires boliviens leur domination politique, par exemple) ou peut s'avérer, en réalité, plus complexe. En effet, la menace politique que faisait peser une armée appauvrie, et non son influence politique réelle, entraîna précocement le gouvernement pakistanais à lui donner les moyens de s'enrichir. Comme le souligne un officier pakistanais de la première heure:

"Quand le Pakistan a été formé, il a hérité d'un nombre disproportionné de militaires mal payés. Les civils avaient beaucoup plus d'avantages matériels mais nous avions les fusils. Notre ressentiment à leur égard était très fort. Le gouvernement était parfaitement conscient des dangers d'une telle situation: c'est pourquoi il a accepté de donner tant de terres, et si vite, aux militaires."⁸

Les estimations les plus fiables font en effet état, en 1947, de 155 532 hommes dans les trois armées contre 9 000 fonctionnaires environ (dont seulement 200 à 300 aux rangs supérieurs de l'administration publique) (Waseem, 1994, p. 109, Jalal, 1999, p. 30-32). Ce rapport de force défavorable aux civils explique, peut-être autant que les tensions avec l'Inde, le budget considérable dont bénéficia initialement l'armée, ainsi que la disposition du gouvernement à lui permettre d'étendre son domaine foncier.

Les difficultés rencontrées par Siddiqi pour conceptualiser le rôle économique de l'armée pakistanaise sont compréhensibles. Les activités non-militaires des forces armées sont longtemps restées prisonnières de la théorie de "l'objectif dual" (défense et développement) selon laquelle les investissements dans la sphère militaire auraient un effet de ricochet sur le développement social et l'armée, un rôle modernisateur lorsqu'elle est employée dans des projets civils⁹. Cette lecture développementaliste, en vogue dans les années 60, a fait l'objet d'innombrables critiques. Elle a été, par exemple, empiriquement démentie dans l'étude de R. W. Jackman comparant soixante Etats du Tiers monde et concluant qu'il est impossible de démontrer que les militaires, et les gouvernements militaires, aient un effet distinctif sur le changement social (Jackman, 1976). Depuis, le corporatisme économique des armées est toutefois resté le parent pauvre de la sociologie militaire, comme de la théorie des relations civils-militaires et des régimes prétoriens, champs d'étude pourtant privilégiés par les spécialistes de politique comparée¹⁰, et ce, alors même que les exemples ne manquent pas (Turquie, Algérie,

⁸ Entretien, Général de brigade aérienne (à la retraite), Karachi, janvier 2004.

⁹ Pour les principaux tenants de cette théorie, cf. Pye (1962), Halpern (1963).

¹⁰ Le phénomène est indirectement évoqué, en quelques lignes seulement, dans les manuels (Caplow et Vennesson, 2000, p. 21, 29, 74) ou dans les classiques (Finer, 1988, p. 34, 41, Janowitz, 1964, p. 75-77) quand il n'est pas tout simplement occulté (comme dans Perlmutter, 1981).

Egypte, Israël, Indonésie, Thaïlande, Birmanie, etc). Il est pourtant deux théoriciens qui peuvent être utilement mobilisés, chacun éclairant un niveau d'analyse différent. A l'échelle macro-structurelle, Charles Tilly nous enjoint, dans une sociologie historique de l'Etat, à concevoir l'armée comme étant, *de facto*, un acteur capitaliste tandis qu'à l'échelle micro-sociologique, Samuel Finer nous invite à l'interpréter comme une organisation fondamentalement corporatiste.

L'hypothèse tillyenne de "l'Etat de racket", produit historique de l'activité guerrière, a, d'ailleurs, déjà été sollicitée pour rendre intelligible les substrats économiques de la consolidation d'un régime militaire, dans le cas algérien notamment (Martinez, 1998, p. 265-300). Selon le sociologue américain, l'articulation entre la concentration du capital et de la contrainte à l'œuvre dans la formation des Etats s'est développée selon une logique radicalement différente dans la trajectoire des Etats "nationaux" européens et dans celle des Etats issus de la décolonisation (Tilly, 1992). En effet, parmi les voies possibles qui s'offraient aux dirigeants politiques des vieilles nations médiévales pour extraire les ressources sociétales nécessaires à la guerre, celle empruntée par les Etats à "contrainte capitalisée" (disposant d'une importante population rurale, de capitalistes et d'une économie relativement commercialisée, tels que la France et l'Angleterre), a été prépondérante. Au cours de ce processus, les Etats agirent tels des "maîtres-chanteurs", logique décrite également comme un "crime organisé" (Tilly, 1985) Ils offraient leur protection contre les exactions qu'ils seraient amenés à pratiquer eux-mêmes: levée des impôts et des taxes, recrutement des hommes, fourniture de matériels, présence coûteuse de troupes étaient autant de contraintes auxquelles la société ne pouvait échapper qu'au risque d'une répression brutale ou au prix de compensations financières. Ce faisant, les Etats ont cependant été tenus de négocier avec leur société civile, ce qui encouragea alors la montée en puissance des civils dans l'appareil d'Etat.

Mais dans les Etats issus de la décolonisation, soutient Tilly, l'axe capital-contrainte s'est structuré selon une dynamique principalement exogène. Tout d'abord, ces Etats héritèrent du colonisateur des "parcours à forte contrainte" et à faible capital. En effet, les puissances coloniales laissèrent derrière elles peu de capital accumulé mais des forces armées disproportionnées et spécialisées dans le contrôle des populations civiles. Par la suite, les forces armées se sont développées en ne dépendant que marginalement des impôts et de la conscription. Les revenus utiles à la militarisation ont été dégagés de la vente de marchandises sur le marché international,

les armes achetées outre-mer et l'aide militaire, souvent considérable, obtenue des grandes puissances. L'"Etat à forte contrainte" (caractérisés par une impressionnante ascension des militaires) du Tiers monde se forme donc, selon Tilly, de façon principalement dépendante¹¹.

Il ne fait pas de doute que la logique de "racket" est, en général, externalisée dans des Etats du Tiers Monde jouant sur leur positionnement géo-stratégique, tout au long de la guerre froide, puis au lendemain des attentats du 11 Septembre, comme cela est le cas du Pakistan. Celui-ci a ainsi su attirer une masse considérable de capitaux étrangers, américains en premier lieu¹². Au niveau fiscal, l'incapacité de l'Etat à pénétrer la société, et à en extraire des ressources, a également impliqué, à l'instar de nombreux autres Etats du Tiers Monde, que les droits de douane (autre mode d'externalisation de la concentration du capital à des fins coercitives) aient longtemps été la principale source de revenus du gouvernement. L'armée pakistanaise, armée de métier de surcroît, n'a donc eu qu'à faiblement négocier avec ses élites économiques et avec sa société, pour générer les ressources nécessaires à sa consolidation.

Toutefois, l'analyse de Tilly quant aux trajectoires étatiques non-européennes mérite d'être complétée par une lecture qui tiendrait également compte de trois facteurs centraux: la singularité des legs coloniaux, le rôle souvent crucial de la guerre dans le développement des Etats décolonisés (Blom, 2005) et, aussi, la non-linéarité des financements extérieurs. L'historicité du processus de formation de l'Etat pakistanais – et le constat de l'orientation très différente que prit le développement de l'Etat et de l'armée en Inde – permet, en effet, de nuancer la thèse d'un "Etat de racket" principalement impulsé par une mise sous dépendance, ici américaine. Le fait même que les hostilités militaires avec l'Inde sur le territoire disputé du Cachemire (1947-49) aient coïncidé avec la création presque de toutes pièces de l'appareil d'Etat a pesé d'un poids tout aussi décisif. Comme le souligne l'historienne Ayesha Jalal, les impératifs sécuritaires ont d'emblée conduit l'armée et la bureaucratie, beaucoup mieux organisées (en raison du legs colonial britannique) que le parti politique à l'origine de l'indépendance de l'Etat mais

¹¹ Tilly rejoint en effet ici tout un courant de pensée en Relations internationales, inspirée du marxisme: la théorie de la dépendance.

¹² En sus des 5,1 milliards de dollars d'aide reçus de 1954 à 1990, le soutien américain à la guerre d'Afghanistan contre l'URSS généra, de 1980 à 1991, 3,5 milliards supplémentaires (cf. Harrison, 1992, p. 1). Recouvrant par ailleurs sa position d'"Etat de la ligne de front" depuis 2001, le Pakistan s'est vu promettre 3 milliards de dollars d'assistance américaine (dont la moitié à des fins militaires).

faiblement implanté dans les régions qui formèrent le Pakistan, la Pakistan Muslim League (PML), à refuser le détournement des ressources que la consolidation nationale de la PML aurait impliquée (Jalal, 1999).

Cette configuration historique particulière est à l'origine de deux fondamentaux du système politique pakistanais: le déséquilibre institutionnel civils-militaires (la PML ayant été le seul acteur national qui aurait pu, en 1947, tout à la fois peser face à la coalition coloniale militaro-bureaucratique et développer le nouveau gouvernement central) et la déliquescence du système fédéral par la mise en place d'une "économie politique de défense" (déviation des ressources en faveur du développement vers la défense et taxation lourde des provinces pour financer l'effort de guerre)¹³. Celle-ci a donc fini par orienter la nature-même des structures étatiques. Elle s'est traduite tout d'abord, par des dépenses de défense extrêmement élevées: atteignant leur plus haut niveau en 1949-50 (73% des dépenses publiques), elles se stabilisent à 50% dans les années 70. Elle a, ensuite, abouti, en entraînant les décideurs pakistanais à intégrer, dès 1954, les alliances militaires chapeautées par les Etats-Unis, à accroître les coûts de maintenance de "l'*establishment* militaire" (Jalal, 1995, p. 298). Cet effet pervers confronta l'armée à un dilemme insurmontable lorsque, à partir de 1990, le pays fit l'objet d'une salve de sanctions pour avoir développé un programme nucléaire¹⁴ alors qu'au même moment l'armée avait cruellement besoin de fonds pour financer la guerre sous-conventionnelle au Cachemire. Or, comme le budget de la défense triplait parallèlement pendant cette décennie cruciale, la participation sociétale à l'effort de guerre dut être sérieusement accrue (la part des impôts sur le revenu et de la TVA est aujourd'hui deux à trois fois supérieure à celle du montant des recettes d'importation, en un miroir presque inversé des années 80)¹⁵.

L'Etat pakistanais rejoint donc sensiblement la trajectoire des Etats européens. Mais il s'en distingue cependant par le fait que l'armée a couvert les coûts de l'effort de guerre, devenus exorbitants dans les années 90, par un "racket" de plus en plus brutal sur le domaine de l'Etat lui-même. La politique de la récompense, héritée des Britanniques, à savoir la distribution de terres prélevées sur le domaine étatique, aux officiers et soldats,

¹³ Que Jalal distingue de "l'économie politique de développement" qui caractérisa l'Inde dès les années 50 (Jalal, 1995, p. 122).

¹⁴ Le Pakistan est ainsi privé, entre 1990 et 2001, d'une aide militaire et économique qui le plaçait, avec 564 millions de dollars annuels, en troisième position derrière Israël et l'Égypte.

¹⁵ Pour l'année fiscale 2002-03, les revenus nets de la TVA ont été de 2,8 milliards de dollars, ceux de l'impôt sur le revenu de 2 milliards et ceux des droits de douane de 1 milliard. "Central Board of Revenue fears Rs 8b shortfall in direct taxes", *Daily Times* (Lahore), 13 juin 2003.

s'est en effet intensifiée. Elle s'est révélée, comme le démontrera cette étude, beaucoup plus fonctionnelle que le capital étranger pour le maintien de la stabilité interne de l'institution militaire sur le temps long, variable clé pour comprendre sa suprématie sur les organisations civiles. Un détour par les thèses de Tilly invite donc à réévaluer la part centrale du capital endogène dans la formation des appareils coercitifs des nouveaux Etats.

La sociogenèse de l'Etat et les aléas de l'aide internationale sont des variables centrales pour comprendre les formes du "racket" militaire mais elles n'en expliquent pas la rationalité première. Les réponses apportées sur ce point par l'approche micro-sociologique de la société militaire proposée par Finer, plus sommaires et modestes que la grande théorie tillyenne, n'en sont pas moins indispensables. Bien qu'il n'aborde pas en tant que tel le pouvoir économique de l'armée, il y a, en filigrane de son travail, une caractéristique de l'organisation militaire à laquelle Finer accorde une importance majeure: "l'anxiété avec laquelle l'armée cherche à préserver son autonomie". Il précise :

"Dans sa forme défensive, cela peut conduire à quelque chose de semblable au syndicalisme militaire – l'armée insiste sur le fait qu'elle, et elle seule, est autorisée à déterminer des questions de recrutement, entraînement, forces et équipements. Dans sa forme plus agressive, cela peut conduire les militaires à réclamer d'être les juges ultimes en toutes matières qui affectent les forces armées [...] certainement la politique étrangère et invariablement [...] l'économie politique interne". (Finer, 1988, p. 41)

Leur détermination à sauvegarder, regagner ou même étendre leur position autonome au sein du système politique et social constitue, aux yeux du politiste, la "motivation la plus répandue et la plus puissante" qu'a l'armée d'intervenir en politique¹⁶.

Or, cette hypothèse peut utilement se transférer à l'analyse de ses motivations à intervenir dans la sphère économique. Si celles-ci ont été, au Pakistan, initialement guidées par une ambition de moderniser le pays par une alliance entre l'organisation (auto) perçue comme la plus effective et une classe naissante d'entrepreneurs (les années Ayub), elles ont progressivement obéi, à partir du gouvernement civil à orientation socialiste de Zulfikar Ali Bhutto (1971-77) à un tout autre type de considérations. Rendre l'économie militaire (budget de la défense, achat d'armement, paiement des salaires et pensions, réinsertion professionnelle du personnel militaire, logement et éducation des

¹⁶ Ainsi s'éclaire le paradoxe "finerien" (le politiste fut en effet le premier à le formuler en ces termes) : "Puisque les forces armées tendent à être l'association la plus hautement organisée au sein de l'Etat, une corporation permanente partageant des sentiments élevés de solidarité, de grand prestige souvent, dotée de statuts symboliques, et plus lourdement armées que n'importe quelle autre organisation, elles possèdent une irrésistible capacité à intervenir [en politique]". Le non-exercice du pouvoir politique par l'armée est donc plus une anomalie à expliciter qu'une norme allant de soi (Finer, 1988, p. 225).

dépendants, distribution de privilèges et récompenses matérielles, etc.) complètement étanche à l'économie civile devenait la priorité. Telle est l'une des principales hypothèses défendues dans ce travail.

LE CORPORATISME ECONOMIQUE DE L'ARMEE: DIVERSITE, GENESE ET DEVELOPPEMENT

Les multiples facettes du corporatisme économique de l'armée

L'opacité du budget de la défense

Les dépenses de défense représentent, officiellement, un quart des dépenses courantes ("hors-développement") de l'Etat pakistanais et 3,1% du PIB. Elles ont augmenté de façon considérable entre 1988 et 1998 en passant de 1 à 3 milliards de dollars, et sont budgétées, pour l'année 2005-06, à 223,5 milliards de roupies (soit 3.7 milliards de dollars environ). En comptabilisant la totalité des sources non déclarées, les dépenses de défense auraient représenté, en réalité, près de 4 milliards de dollars en 2004-05, soit 4.5% du PIB¹⁷ (bien qu'il faille ajouter que 40% du PIB échappe à toute comptabilité)¹⁸ et atteindraient, d'une façon continue, 29% des dépenses publiques. La progression continue des dépenses militaires est due, en grande partie, au coût de la course aux armements avec l'Inde et à celui du programme nucléaire, mais aussi à l'augmentation du personnel militaire. Les effectifs des trois services gonflent, en effet, de 480 000 à 587 000 hommes de 1988 à 98. Par conséquent, à la fin des années 90, les salaires et pensions engloutissent 41% du budget de la seule armée de terre (Siddiq-Agha, 2001, p. 83).

Le budget de la défense pakistanais n'est certes pas en soi "anormal" : il est, en valeur, proportionnellement comparable à celui de l'Inde. S'il est à ce point controversé,

¹⁷ Shahid Javed Burki, "An expansionary budget", *Dawn* (Karachi), 21 juin 2005.

¹⁸ Entretien, Dr Ali Cheema, Lahore University of Management Sciences, décembre 2003.

c'est en raison de son opacité. Il se limite à une seule ligne dans le budget annuel¹⁹ et échappe totalement au contrôle des institutions démocratiques : le secrétaire d'Etat aux finances a tout simplement refusé de répondre, lors des débats parlementaires de juin 2005, aux questions sur "l'inexplicable" hausse du budget de la défense. Par ailleurs toute une série de dépenses militaires est budgétée sur d'autres registres comme les retraites qui, lorsque la pression des institutions financières internationales en faveur d'une réduction des dépenses de défense s'intensifia, furent transférées sur le budget de l'administration civile (26 milliards de roupies en 2000, puis 30 et 35 en 2003 et 2004)²⁰.

La "colonisation" de l'administration civile

L'armée fonctionne comme un réservoir de personnel pour l'administration publique. Ce phénomène qui, sous la forme des emplois réservés, existe dans nombre de pays occidentaux, est toutefois, dans sa nature plus que dans son ampleur, sans commune mesure au Pakistan où l'on peut parler de "colonisation de la bureaucratie" (Finer, 1988, p. 273). En effet, ce sont les institutions les plus sensibles de l'Etat qui sont en général concernées: ministères (Affaires étrangères, Intérieur, Chemins de fer, Affaires cachemiries et Aires du Nord, en particulier), divers départements de la haute administration publique (District Management Group, Foreign Service, Police Service, en priorité) ou encore agences de renseignements civiles ou rectorat des grandes universités publiques, etc. Ce faisant, les militaires accroissent davantage la pression sur les finances publiques puisqu'ils sont alors rémunérés par le gouvernement fédéral et provincial.

Cette politique est, en réalité, fort ancienne et fut instaurée dès 1962 par le général Ayub Khan (Rizvi, 2001, p. 191-194, Kennedy, 1987, p. 122-125). Mais c'est le général Zia ul-Haq qui lui a donné une impulsion considérable en introduisant, en 1980, un quota de 10% des postes dans la haute fonction publique fédérale pour les officiers. Ceux-ci, en active ou à la retraite, intègrent l'administration civile par trois voies: inclusion formelle dans la haute fonction publique fédérale de jeunes officiers (aux grades de capitaines et commandants, et leurs équivalents dans les deux autres armes), "mise en disponibilité" ponctuelle au terme de laquelle l'officier retrouve sa position au sein de l'armée, "re-emploi" sur base contractuelle pour 3 à 5 ans en général renouvelables, pour les seuls officiers à la retraite. En pratique, les officiers ont droit à une trentaine de postes par an,

¹⁹ Khaled Ahmed, "Second opinion: Why hide the defence budget?", *Daily Times* (Lahore), 24 juin 2003.

²⁰ Cf. *SIPRI Yearbook 2001*, p. 254; Ayesha Siddiqi, "The mysterious defence budget", *The Friday Times* (Lahore), 12-18 septembre 2003; Sherry Rehman, "Enigma of the defence budget", *Dawn*, 16 juin 2005.

mais le quota est régulièrement dépassé. De plus, des officiers se voient fréquemment récompenser par des emplois prestigieux dans des agences semi-gouvernementales (Pakistan International Airlines, Water and Power Development Authority/WAPDA, National Shipping Corporation, Karachi Port Trust, etc.). Aucun gouvernement civil n'osa défaire cet héritage.

En "militarisant" les administrations publiques, l'armée peut contrôler la bureaucratie, encadrer l'administration des provinces – comme le démontre l'attribution quasi-systématique des postes de gouverneurs aux officiers supérieurs²¹ – répondre aux besoins financiers et psychologiques des militaires à la retraite, mais aussi satisfaire les officiers qui ont peu de chances de promotion au sein de l'armée. Il est également clair qu'une telle politique n'est pas sans lien avec le souci de contrôler des secteurs clés de l'économie. Ainsi, au lendemain du coup d'Etat de 1999, le lieutenant-général Javed Ashraf Qazi (ancien directeur de l'ISI, par ailleurs), devient ministre des chemins de fer puis de l'éducation, domaines où l'armée de terre a d'importants intérêts à défendre.

"L'aide au pouvoir civil" : du "Nation-Building" aux activités lucratives

L'armée pakistanaise a effectué de très nombreuses opérations d'aide au pouvoir civil, ceci fut d'ailleurs sa toute première fonction (organiser le secours aux réfugiés musulmans en août 1947): lutte contre le commerce de contrebande et le déficit alimentaire (les opérations "Jute", "Service First" et "Close Door" au Pakistan oriental) dans les années 1950, aide aux victimes d'inondations et, bien sûr, répression des rébellions internes (au Balouchistan en 1974 et au Sindh de 1992 à 1994, puis à nouveau en 1998). Par ailleurs, elle mène diverses tâches relevant de la "construction nationale" ("nation-building"). Dans ce domaine, la Frontier Works Organization (FWO), fondée en 1966 et dont les employés proviennent du Engineers Corps de l'armée de terre, a joué un rôle de tout premier plan²²: construction de la Karakorum Highway, en partenariat avec la Chine, et de routes dans les Aires du Nord et au Balouchistan, entre autres. Opérations d'aide au pouvoir civil et activités de "*nation-building*" s'articulent souvent l'une à l'autre comme le démontre dès 1953, l'imposition de la loi martiale à Lahore (pour mater les

²¹ En 2003, trois gouverneurs sur quatre étaient des lieutenant-généraux à la retraite. Il n'y a toutefois aucune rupture avec la décennie dominée par des gouvernements civils (1988-1997): tous les gouverneurs de la NWFP ont alors été des officiers, trois l'ont été au Pendjab ainsi qu'au Balouchistan, et un au Sindh. Par contre, sous Z.A. Bhutto seul un gouverneur fut issu des rangs de l'armée.

²² "*With New Zeal for Nation-Building*" indique d'ailleurs la FWO dans ses encarts publicitaires à l'occasion du 55ème anniversaire de l'indépendance, *Dawn* (Karachi), 14 août 2002.

agitations contre la minorité religieuse Ahmadiya) qui se prolongea afin de mener une vaste campagne de nettoyage de la vieille ville ("*Operation Clean-up Lahore*") encadrée par les soldats²³. Occuper les troupes dans des activités civiles a une rationalité économique évidente: celles-ci reçoivent alors une allocation supplémentaire payée, une fois encore, sur le budget du gouvernement fédéral ou provincial. Dès lors, l'aide au pouvoir civil, certes prévue dans Constitution²⁴, fait l'objet d'une utilisation souvent abusive. 40 000 soldats, accusés de se borner à regarder les ouvriers travailler, furent ainsi employés pour désenvaser les canaux d'irrigation au Pendjab en 2000, affaire qui coûta 71 millions de roupies aux finances provinciales²⁵.

Le "*nation-building*" permet également à l'armée de se constituer des marchés captifs. L'évolution de la FWO et de la National Logistic Cell (NLC, récemment renommée National Logistic Corporation), deux organisations contrôlées par le quartier général de l'armée de terre (la seconde est officiellement contrôlée par la Federal Planning Commission gouvernementale), l'atteste. La construction de routes et autres travaux publics que mène la FWO représente des activités à buts lucratifs protégées de toute concurrence extérieure. Quant à la NLC, son développement est encore plus révélateur. Formée initialement (en 1978) pour surmonter une crise alimentaire (l'incapacité de la Pakistan Railways à acheminer du blé du port de Karachi vers le reste du pays) et humanitaire (soutien logistique aux réfugiés afghans à partir de 1979), cette compagnie de fret et de stockage dirigée par l'armée s'est imposée comme la première industrie de transports avec 5 milliards de roupies d'actifs et 7 000 employés (dont 2 400 officiers en active et 4 100 à la retraite). Elle a le monopole des opérations des terminaux terrestres de Karachi, Hyderabad et Quetta de même que des "terminaux transfrontaliers" pour le commerce avec l'Inde, l'Iran et l'Afghanistan²⁶.

²³ L'administrateur en chef de la loi martiale à l'époque (le général Muhammad Azam Khan) décréta qu'il fallait que "les gens apprennent à se comporter enfin comme de véritables Pakistanais, membres d'une société civilisée"...en reconnaissance de quoi, une partie du bazar fut rebaptisée "*Azam Cloth Market*" (Siddiqui, 1996, p. 27).

²⁴ Son article 245 (1) prévoit en effet que "les forces armées doivent, sous la direction du gouvernement fédéral, défendre le Pakistan contre toute agression extérieure ou menace de guerre et, en accord avec la loi, agir en aide aux pouvoirs civils lorsqu'elles y sont appelées".

²⁵ "Desilting drive begins tomorrow", *Dawn (Karachi)*, 31 décembre 2000. Le général (à la retraite) Ayaz Ahmed Khan, quant à lui, avance le chiffre impressionnant de 100 000 hommes de troupe engagés, chaque année, à cette fin à l'échelle nationale ("Preparing for limited war", *Defence Journal*, mars 2000).

²⁶ Ayesha Siddiqa, "Power, perks and privileges of military's commercial ventures", *The Friday Times* (Lahore), 18-24 janvier 2002, *NLC in step with tomorrow* (encart dans le supplément publicitaire "One year performance of the government of Prime Minister Shaukat Aziz"), *Dawn* (Karachi), 23 septembre 2005.

En plus des deux organisations de travaux publics et de transport contrôlés par le GHQ, les forces armées ont établi quatre fondations "caritatives" oeuvrant au bien-être de leur personnel mais menant, également, des opérations industrielles et commerciales: Fauji Foundation (FF) pour les trois armées, Army Welfare Trust (AWT) pour l'armée de terre, Shaheen Foundation (SF) pour l'armée de l'air, et Bahria Foundation (BF) pour la marine. Employant plus de 12 000 militaires, elles représentent une soupape de sécurité inestimable pour absorber le nombre croissant d'officiers à la retraite. Surtout, elles permettent aux membres de l'armée d'être les seuls citoyens pakistanais, avec les employés de l'administration publique, à bénéficier d'un système de protection sociale qui se rapprocherait de l'Etat providence.

Le total de leurs actifs serait d'environ 1 milliard d'euros, représentant 23% de la valeur total des actifs des 43 000 entreprises privées inscrites au registre de la Securities and Exchange Commission of Pakistan (Siddiqi, 2003). La structure formelle de leurs activités militaro-industrielles est particulièrement complexe car ces fondations, de même que les organisations directement contrôlées par le GHQ, chevauchent les secteurs privés et publics. Organisations caritatives, elles peuvent recevoir des subventions et aides gouvernementales tout en gérant des entreprises de droit privé. De plus, leur responsabilité financière est trouble. Les fondations relèvent du système des "*regimental funds*" (audit interne, donc) et échappent à toute surveillance bien qu'elles reçoivent régulièrement des financements étatiques.

La Fauji Foundation, fondée en 1953 avec le statut d'œuvre de charité avait initialement pour unique objectif de fournir une aide sociale aux militaires des trois armées à la retraite, ainsi qu'à leur famille. En réalité, elle est dominée par l'armée de terre dont les officiers occupent 85% des postes de direction. Sa progression est impressionnante: elle est passée d'un capital initial de 18 millions de roupies à des profits atteignant 4,6 milliards annuels aujourd'hui. Elle contrôle une vingtaine d'entreprises et sociétés (dont dix en *joint-venture*) dans des domaines aussi variés que l'agro-alimentaire, la production de ciment et d'engrais, l'exploration pétrolière et la distribution de gaz naturel²⁷. La deuxième fondation établie par les militaires en 1971, le Army Welfare Trust, ne visait à l'origine, elle aussi, qu'à assurer le bien-être du personnel de l'armée de terre, en particulier des familles des prisonniers de guerre après la défaite de 1971. Tous les officiers des plus hauts grades en poste au GHQ sont membres de son comité directeur

²⁷ Voir annexe.

(Siddiq, 2000). Le AWT est enregistré comme "association". L'ensemble de ses opérations représentait 17 milliards de roupies en 2000. L'organisation est divisée en AWT proprement dit, gérant les activités caritatives, et Askari [*militaire*] Group, en charge de toutes les opérations impliquant des investissements privés ou des *joint-ventures*. Ses secteurs d'activité sont aussi extrêmement variés: agriculture et agro-alimentaire, production de ciment et de médicaments, agences de voyage, centres commerciaux, banque (Askari Commercial Bank, l'une des premières du pays), etc.

Quant à l'armée de l'air (PAF), elle gère la Shaheen Foundation, fondée en 1977, dans le cadre du Charitable Endowments Act de 1889 tout comme la FF. Cette fondation, dont le conseil de direction est dirigé par le chef d'état-major de la PAF, a aujourd'hui un chiffre d'affaire annuel de 600 millions de roupies. Ses secteurs d'activité sont en relation directe avec ses compétences (compagnie aérienne et services dans les aéroports, par exemple) ou autres (chaîne de télévision par câble et première chaîne de radio privée du pays, FM-100). La marine a été la dernière à établir sa propre fondation, la Bahria Foundation [*fondation navale*], en 1981. Celle-ci, également enregistrée comme organisation caritative, a reçu un financement initial provenant uniquement, contrairement aux trois autres fondations qui bénéficièrent de fonds civils, du seul budget de la marine. Elle se distingue aussi par le fait que ses activités commerciales, fort variées (import-export, pêche, intérim, immobilier, gardiennage et même... pâtisserie), sont toutes menées grâce à des investissements privés.

Les activités économiques des militaires à la retraite

Entre 3 000 et 4 000 officiers à la retraite travaillent dans le secteur privé hors fondations²⁸. Ils sont, semble-t-il, souvent préférés à d'autres candidats civils aux postes administratifs en raison du réseau de connaissances personnelles dont ils disposent au sein de l'armée, et donc de l'appareil d'Etat. Ils intègrent des secteurs tels que l'administration de sociétés de communication, d'hôpitaux, d'universités et de collèges privés, ainsi que des sociétés de transport (à l'exemple du lieutenant-général Hamid Gul, ancien directeur de l'ISI, à la tête d'une fructueuse entreprise familiale, Varan Transport)²⁹, d'import-export, et surtout de gardiennage. Ces dernières ont connu un véritable boom (passant d'une seule en 1983 à 130 légales, plus 100 informelles, en

²⁸ Entretien, Ayesha Siddiq, Islamabad, janvier 2004.

²⁹ Selon une lettre anonyme d'une lectrice excédée par "ce général à la retraite dont le passe-temps favori est de nous casser les oreilles avec son jihad au Cachemire alors qu'il s'occupe de ses 105 bus et emprunte lourdement à la Askari Bank", *Dawn* (Karachi), 30 juillet 2002.

2001) et seraient dirigées à 90% par des officiers à la retraite. La politique est un autre secteur lucratif qui attire nombre d'officiers à la retraite comme l'attestent les dernières élections législatives d'octobre 2002: 87 d'entre eux, appartenant pour la plupart aux rangs intermédiaires (de commandant à colonel) s'y sont présentés au niveau aussi bien national que provincial (36 comme "indépendants", 16 au sein du Pakistan People's Party-P et 11 de la Pakistan Muslim League-QA)³⁰.

Les "rentes organisationnelles": l'exemple des Pakistan Rangers

Cette force paramilitaire de 25 000 hommes se trouve, en réalité, sous l'autorité de l'armée: commandée par un officier de l'armée de terre, elle est toujours déployée avec l'autorisation du commandant de corps d'armée de la zone qui seul a le pouvoir de la "décharger" de la responsabilité de la protection des frontières pour une tâche exceptionnelle, requise et financée par le gouvernement provincial. Les Rangers disposent de "rentes" propres, en particulier dans la province du Sindh (14 000 d'entre eux sont déployés pour y assurer "la sécurité intérieure") où leurs activités ont une composante lucrative évidente³¹. Ceci est vrai, en particulier, de la supervision de la distribution d'eau à Karachi. Suite à des émeutes qui éclatèrent en 1999 en raison de la pénurie d'eau générée par les effets combinés de la sécheresse, de l'incompétence chronique de l'organisme public en charge du réseau hydrographique (le Karachi Water and Sewerage Board, KWSB) et des activités mafieuses des tankers privés, le gouverneur de la province du Sindh (un lieutenant général à l'époque) décida de confier aux Rangers la gestion des châteaux d'eau du KWSB³². Ceux-ci vendent ainsi l'eau à des intermédiaires privés (qui eux-mêmes triplent le prix au final), opération que les officiels du KWSB qualifient de "poule aux oeufs d'or" pour les Rangers. Cette pratique, appréciée dans les beaux quartiers faute de mieux, l'est beaucoup moins dans les zones défavorisées qui sont, systématiquement, les dernières servies et les plus facilement soumises aux extorsions³³. Une fois encore, une opération ponctuelle d'"aide au pouvoir civil" a dégénéré en activité lucrative et routinière.

³⁰ Shahid Hussein, "87 ex-military officers contesting election", *The News on Sunday* (Lahore), 6 octobre 2002.

³¹ Sur ce point, voir Laurent GAYER, "Les Rangers du Pakistan : de la défense des frontières à la protection intérieure", article à paraître.

³² Shujaiddin Qureshi, "Water wars", *The Herald* (Karachi, mensuel), novembre 2004.

³³ Entretien, résidents des quartiers de Defence et de Layari, Karachi, janvier 2003.

L'institution militaire est le deuxième propriétaire terrien du pays, après l'administration civile³⁴. Il n'existe pas de statistiques officielles permettant d'évaluer l'ampleur de sa propriété foncière; la tâche est d'autant plus difficile que les terres possédées, ou occupées, par l'armée, bien qu'elles soient administrées par le Military Lands and Cantonments Department du ministère de la Défense, procèdent en réalité d'un enchevêtrement de statuts et de privilèges. Quatre types de propriété foncière doivent, en effet, être distingués. Premièrement, les terres qui, héritées de l'armée britannique, appartiennent *de facto* à l'institution militaire ("*cantonments*", "*border areas*" et autres terrains utilisés par les trois armées pour leurs activités strictement militaires) ainsi que le prévoit la législation concernant les cantonnements (datant de 1937). Celles-ci ont fait l'objet de multiples opérations commerciales dans les cinquante dernières années. Le cantonnement de Lahore est, par exemple, autant une garnison qu'une zone résidentielle et commerciale. Cette mutation a été facilitée par le fait que les "*cantonment boards*", équivalents des conseils municipaux dans les zones résidentielles militaires, ont toujours été, et sont encore, présidés par un officier de l'armée de terre³⁵. Deuxièmement, les terres appartenant aux gouvernements provinciaux (prélevées sur les zones arides allouées par le gouvernement et, marginalement, sur le surplus de terres agricoles récupéré au lendemain des réformes agraires) et que ceux-ci louent à bail au ministère de la Défense, acquéreur au nom des quartiers-généraux des trois armées. Elles sont ensuite, soit redistribuées par le GHQ aux officiers et aux soldats, soit utilisées pour y construire des lotissements pour les militaires, soit encore pour y établir des fermes militaires. Troisièmement, viennent les investissements fonciers et les fermes agricoles des fondations militaires.

Enfin, il faut inclure un quatrième type de propriété foncière: celle confisquée par l'armée hors de tout cadre légal. L'armée n'a certes pas le monopole de cette pratique, véritable industrie au Pakistan: administrations publiques construisant des zones résidentielles pour leurs employés sans autorisation, mosquées, *madrasah* et tombes de saints apparaissant du jour au lendemain sans pouvoir être détruites, propriétaires

³⁴ Entretien, membre du Punjab Board of Revenue, Lahore, février 2004.

³⁵ Malgré ses promesses répétées, le général Musharraf tarde en effet à appliquer la réforme des collectivités locales qu'il a engagée en 2002 (élections directes, mais sans partis politiques, des maires et conseils municipaux) aux cantonnements: leurs résidents restent donc toujours dépourvus de représentation civile au niveau municipal.

terriens contournant les réformes agraires en mettant les terres excédant les plafonds imposés au nom des membres de leur famille, etc. Toutefois, l'ordre de grandeur est sans comparaison. Au seul Punjab, environ 100 000 ha seraient illégalement occupés par l'armée (soit 0,5% de la superficie totale de la province), selon une estimation du Board of Revenue (Trésor public) du gouvernement de cette province (Kariapper, 2003). A Karachi par exemple, l'extension de la Defence Housing Authority (DHA), zone résidentielle militaire, a été menée hors de toute légalité au détriment des autorités portuaires. Du coup, les luxueux bungalows de l'élite sont situées sur des terres militaires; mélange donnant lieu à d'amusantes tournures: "*Army Lands and Cantonment Board Manora Toll Tax - Security and Entertainment*" est-il indiqué, par exemple, à l'entrée de la plage de Sanspit.

Dans les faits, la propriété foncière de l'armée est une véritable "zone grise" juridique. Une discussion informelle sur cette même DHA de Karachi démontre clairement que le statut d'un seul et même terrain peut faire l'objet d'interprétations tout à fait contradictoires: illégalement établie sur des terres appartenant au gouvernement provincial, selon un ancien gouverneur du Sindh, la DHA serait au contraire de plein droit propriété de l'armée puisqu'elle est située sur des terres appartenant au "*cantonment board*", d'après son ancien président mais, pour un officier y résidant, cette zone serait en fait un ancien champ de tirs évacué par l'armée britannique en 1947³⁶.

Une partie des terres dont dispose l'armée est donc attribuée aux officiers et soldats partant à la retraite (jusqu'à 25 ha autorisés pour les premiers, et 10 pour les seconds). Ceux en active en bénéficient aussi comme récompense pour services de guerre, à l'instar des familles des "martyrs" de la guerre de Kargil (1999). L'armée précise que ces terres ne sont pas "données" mais vendues; certes, mais à des prix bien inférieurs à ceux du marché. Cette politique de la récompense foncière a transformé l'armée en un groupe dont l'enrichissement personnel est l'un des plus rapides, que les bénéficiaires occupent et exploitent eux-mêmes leurs terres (avec l'assurance qu'elles seront rapidement rendues cultivables grâce à leurs contacts au sein du gouvernement qui refuse rarement une gracieuse extension du réseau de canalisation) ou qu'ils les revendent à des civils en engrangeant alors des profits considérables puisqu'ils les ont acquises à des prix subventionnés. Les fermes militaires (représentent environ 40% des terres agricoles louées à bail par le gouvernement à différents départements publics et

³⁶ Entretien, Karachi, janvier 2004.

faisant travailler 500 000 métayers au Pendjab)³⁷ sont une autre voie d'enrichissement avantageuse. Alors qu'elles sont supposées subvenir aux seuls besoins alimentaires des forces armées, elles commercialisent diverses productions (produits laitiers, canne à sucre, blé et coton).

Les facteurs à l'origine du corporatisme économique

Comment l'armée justifie ses privilèges économiques

La première explication apportée par les militaires pour justifier leurs privilèges économiques est la faiblesse des salaires et retraites. Un officier l'explique:

"Quand j'ai quitté l'armée, on m'a proposé d'acheter un terrain à un prix très bas dans la Defence Housing Society à Karachi. J'ai d'abord refusé. Je suis de la vieille école, je n'aimais pas cette pratique d'accorder des terres aux officiers, ce n'est pas bon pour leur moral. Mais j'ai fini par accepter parce-qu'à l'époque ma retraite était de 1100 roupies par mois. C'est certes beaucoup pour le Pakistan, mais ça reste peu pour subvenir au besoin de toute sa famille."³⁸

Pourtant, ce sont les officiers ayant les retraites les plus confortables, et non les rangs inférieurs, qui intègrent les principales entreprises et sociétés dirigées par les fondations militaires. En 2001, par exemple, le lieutenant-général (à la retraite) Muhammad Maqbul cumulait la direction de la Fauji Foundation, de Mari Gas et de Fauji Cement.

La difficile reconversion professionnelle des militaires à la retraite, deuxième argument, est clairement explicitée dans les brochures du AWT, par exemple:

"Chaque année, de nombreux officiers prennent leur retraite alors qu'ils sont en général quadragénaires et en bonne forme physique. A cet âge, ils ont encore un maximum d'obligations familiales mais, longtemps isolés du monde civil, ils n'ont aucune expérience pour commencer une nouvelle profession"³⁹.

La reconversion est, en effet, souvent malaisée. Toutefois, l'argument est à nuancer. Le sentiment de responsabilité que l'armée éprouve à l'égard de son personnel

³⁷ Entretien, Aasim Sajjad Akhtar (Convenor, People's Rights Movement), Lahore, décembre 2003.

³⁸ Entretien, Général de corps d'armée (à la retraite), Karachi, janvier 2004.

³⁹ <http://www.awt.com.pk/ISPR-Film2.html>

est certes à l'origine des actions caritatives des fondations, mais il n'explique pas, à lui seul, l'emballement de la politique de la récompense que décrit un officier:

"Dans les années 1950, un officier recevait un terrain, ça allait. Mais ensuite, le phénomène s'est emballé: un général qui reçoit à lui seul vingt terrains, c'est une tout autre affaire."⁴⁰

La récompense est, en effet, plus souvent perçue comme un dû que comme une nécessité. Un officier de la marine, qui avait décidé de prendre une retraite anticipée, se rappelle ainsi que lorsqu'il fit état de sa décision à sa hiérarchie, celle-ci lui reprocha de ne pas attendre d'atteindre un rang supérieur pour d'obtenir des terres. "Je suis déjà très reconnaissant à l'égard de la Marine de m'avoir donné une maison" déclara celui-ci, ce à quoi le vice-amiral en poste lui répondit "Vous n'avez pas être reconnaissant, c'est votre *droit*"⁴¹.

"Les civils font de même" est le troisième argument le plus fréquemment avancé:

"Je ne vois pas du tout ce qu'il y a de répréhensible dans le fait que l'armée possède des terres, des banques, des industries ou des fermes. Vous trouvez cela plus normal que des politiciens et bureaucrates corrompus reçoivent des terres, des maisons, des voitures importées, des prêts bancaires, et Dieu sait quoi encore, pour leurs combines ?"⁴²

Cette comparaison est tout à fait intéressante, non pas tant parce-que, en effet, les hauts fonctionnaires et hommes politiques bénéficient de rentes comparables à celles de l'armée, mais parce que la crainte d'un déséquilibre financier entre pouvoirs civils et militaires fut précisément ce qui entraîna le gouvernement pakistanais, dès 1947, à donner à l'armée les moyens de s'enrichir comme nous l'avons précisé en introduction.

Enfin, le quatrième mode de justification consiste à concevoir l'armée comme un agent de modernisation:

"D'un point de vue strictement moral, on peut être choqué par les privilèges exorbitants de certains officiers mais, d'un autre côté, les forces armées ont une bonne expertise en matière de gestion du personnel, de planification, d'évaluation des gains et des risques. Les fondations militaires profitent de ces qualités d'organisation, de discipline et de dévouement."⁴³

⁴⁰ Entretien, Général de brigade aérienne (à la retraite), Karachi, janvier 2004.

⁴¹ Anecdote rapportée par Ayesha Siddiqa, entretien, Islamabad, janvier 2004. Nous soulignons.

⁴² Entretien, Commandant (à la retraite), Lahore, janvier 2004.

⁴³ Id.

Cette auto-justification est empiriquement contestable. En imposant une concurrence déloyale à des entreprises publiques en crise, l'armée a contribué à les déstructurer davantage. La NLC est ici un cas d'école: établie en utilisant une partie des fonds réservés à la Pakistan Railways (PR), puis recevant des aides gouvernementales massives, elle a fini par supplanter le service de fret de la PR, aggravant ainsi la banqueroute de l'entreprise publique et accélérant sa privatisation récemment annoncée. De surcroît, les forces armées peuvent toujours déployer leurs hommes pour aider la WAPDA à lutter contre les vols, il reste qu'elles sont, avec 7 millions d'euros d'arriérés, son principal débiteur⁴⁴. La fragilité de l'argument de la gestion "modèle" est également attestée par les performances économiques mitigées des fondations militaires: bonnes principalement dans les services (compagnies d'assurance, d'aviation, de gardiennage privé, de financement à crédit, etc.) et les banques (Askari Commercial Bank)⁴⁵, franchement mauvaises dans le secteur industriel. Les entreprises dirigées par le AWT croulent sous le poids d'un déficit évalué à 15 milliards de roupies et la fondation est l'un des 19 premiers débiteurs défaillants du pays⁴⁶. Enfin, la capacité modernisatrice de l'armée en sa qualité de propriétaire foncier est aussi discutable. Les officiers acquérant des terres ont tendance à en confier la gestion à des intermédiaires (phénomène des "*landlords absentees*", propriétaires absentéistes), ce qui encourage leur faible niveau de productivité agricole.

Le déséquilibre institutionnel civils-militaires

Les arguments avancés par l'armée pour légitimer ses privilèges matériels peinent donc à convaincre. Il est, évidemment, plus tentant de rechercher une explication du phénomène dans la source même de son pouvoir: la direction de l'exécutif politique. En effet, leur principale base de soutien étant l'armée, les généraux/présidents, à l'instar de Zia ou de Musharraf, sont amenés à procéder à ce que certains officiers qualifient de "promotions intempestives"; dynamique qui, à son tour, accroît la pression en faveur de privilèges matériels. Le phénomène tend donc à s'auto-entretenir et force l'armée à générer de plus en plus de ressources ou à grever davantage celles de l'administration civile. Or, elle ne peut satisfaire cette demande sur son seul budget tandis que les fondations militaires offrent des opportunités d'emplois d'autant plus limitées qu'elles

⁴⁴ "Rs 340 million WAPDA dues outstanding against army", *Dawn* (Karachi), 25 février 2005.

⁴⁵ Avec des bénéfices nets (provisaires) évalués à 1.15 milliards de roupies en 2003, elle est la quatrième banque privée du pays (*The News International*, 11 février 2004).

⁴⁶ "Allied Bank may go to professional bidder", *Dawn* (Karachi), 5 juillet 2003.

servent également de sas pour écarter des généraux puissants mais politiquement indésirables. Tel semble d'ailleurs être l'une de leurs fonctions principales si l'on en juge par les hommes placés à leur tête par le général Musharraf: un ambitieux directeur de l'ISI devenu incontrôlable (le lieutenant-général Mahmud Ahmed, nommé directeur exécutif de la Fauji Fertilizer Company) et un directeur du National Accountability Bureau (le Lt.-gén. Syed Muhammad Amjad, écarté en 2000 après avoir publiquement évoqué des cas de corruption impliquant une vingtaine d'officiers de haut rang à la retraite, puis nommé PDG de la Fauji Jordan Fertilizer Company).

Si les longues années de régime militaire ont, sans aucun doute, accéléré la politique de la récompense, elles constituent cependant un facteur plus aggravant que décisif. La répétition de gouvernements militaires a entraîné un emballement corporatiste plus qu'elle n'a provoqué le processus corporatiste lui-même. Pour comprendre ce dernier, il importe de le resituer dans le temps long - de revenir à la période coloniale -, ainsi que dans le contexte du bras de fer avec les civils dans lequel l'armée s'est elle-même enfermée.

L'héritage colonial

Les avantages matériels dont l'armée jouit aujourd'hui, de même que son rôle politique dominant dans ce qui fut le Nord-Ouest de l'empire des Indes, sont le résultat direct des impératifs sécuritaires et des structures de légitimation de l'ordre colonial. A partir de 1885, les Britanniques ont en effet mis en place, au Pendjab, un impressionnant système de "colonisation" des terres: il s'agissait alors de construire un vaste réseau d'irrigation, et l'un des plus modernes de l'époque, transformant les *doab* (portions de terre entre deux rivières) arides en terres hautement fertiles (Ali, 1988). Ceux-ci ont alors été divisés en neuf "colonies" de peuplement et les terres furent redistribuées, sous forme de location à bail, puis partiellement vendues, à de nombreux officiers de l'armée (les "castes agricoles" et divers groupes "dociles" en bénéficièrent également), à titre individuel ou institutionnel (dans ce cas, pour le seul élevage de leurs montures et bêtes de somme). Ces dernières sont les ancêtres des actuelles fermes militaires. L'ensemble de la pratique d'allocation de terres arides à l'armée fut codifiée, en 1912, dans le Colonization of Government Lands (Punjab) Act qui stipule que le gouvernement du

Pendjab doit mettre des terres à disposition du GHQ (Rawalpindi) afin que celui-ci puisse les allouer au personnel des forces de défense⁴⁷.

Par la distribution de terres, le pouvoir colonial visait à récompenser des groupes sociaux l'ayant aidé à asseoir son autorité, encourager le recrutement dans l'armée, à s'assurer de la loyauté des troupes et, enfin, bénéficier d'exploitants agricoles disciplinés à même d'assurer une forte productivité dans les régions arides. L'armée pakistanaise, recherchant finalement les mêmes objectifs que son mentor britannique, maintint la loi de 1912 en vigueur. Peu de temps après l'indépendance, le GHQ se chargea donc de distribuer des terres aux soldats réfugiés d'Inde et aux vétérans de la guerre indo-pakistanaise, et ce grâce à la mise en place de plusieurs "colonies de peuplement" dans les zones arides. C'est à cette fin, par exemple, que le Thal Colonization Scheme (au sud du Pendjab) - dont l'extension est aujourd'hui l'objet d'un conflit important entre les habitants de cette région et le gouvernement fédéral - fut engagé en 1949 (Khan, 1963, p. 233). Même les combattants irréguliers des agences tribales (*lashkar*) qui marchèrent sur Srinagar en 1947 furent ainsi récompensés dans cette zone désertique. Mais c'est surtout au Sindh que l'armée mena l'offensive foncière la plus ambitieuse: 150 000 ha furent alloués aux militaires durant les seules années 1950 (Rizvi, 2003a, p. 105). L'armée a donc privilégié une interprétation particulièrement laxiste de la loi coloniale puisqu'elle l'étend à toute terre dont le gouvernement provincial devient propriétaire lors de la construction d'un canal ou autre source d'irrigation.

S'émanciper de la pression économique des civils

La suprématie politique des militaires n'est pas, et n'a jamais été, absolue au Pakistan. Le pays a, en effet, connu une trentaine de consultations populaires. Celles-ci ont rarement été la force motrice des alternances politiques mais elles ont créé, sur le long terme, une marge de manœuvre non négligeable pour les deux grands partis de gouvernement (PPP et PML). Ces derniers constituent, également, un vaste réseau de clientèle politique à l'échelle nationale et représentent des forces sociales avec lesquelles l'armée doit compter : aristocratie foncière sindhie, petite paysannerie, et intelligentsia libérale pour le PPP, industriels pendjabis et classe moyenne conservatrice pour la PML. Par ailleurs, les militaires, tout en gardant la maîtrise de leurs domaines réservés, ont malgré tout laissé les civils gouverner pendant dix-huit ans, soit sous la contrainte de

⁴⁷ Abdul Wahid Chaudhary, *Manual of Colonization Law*, Lahore, Nadeem Law Book House, s. d., p. 45.

circonstances exceptionnelles (traumatisme de la défaite de 1971, disparition soudaine de Zia en 1988), soit en raison d'un contexte international et économique peu porteur (les années 1990), soit encore du fait des convictions personnelles du COAS quant au primat de la professionnalisation de l'armée sur la gestion directe du pays, à l'instar des généraux Abdul Wahid Kakar et Jehangir Karamat (respectivement en poste en 1993-1996 et en 1996-1998). Or, une fois au pouvoir, ces partis se sont révélés difficiles à contrôler. Dans ce contexte, la recherche d'une autonomie financière la plus grande possible vis-à-vis des gouvernements civils devient un objectif central. L'armée cherche non seulement à soustraire ses finances à tout droit de regard des civils (d'où l'absence de débat au Parlement sur le budget de la défense), mais aussi à protéger juridiquement, et fiscalement, ses acquisitions matérielles.

Les années du gouvernement de Z.A. Bhutto (1971-77) ont marqué, à cet égard, un tournant important. Pour la première fois, l'armée affrontait un gouvernement civil fort et déterminé à la contrôler politiquement, comme l'atteste la Constitution de 1973⁴⁸. Les tentatives, même modestes, de Bhutto pour déstabiliser l'armée suffirent ainsi à conduire celle-ci à prendre des mesures drastiques pour isoler son patrimoine économique de toute ingérence gouvernementale. Le développement des fondations militaires le démontre. La FF était, à l'origine, sous la responsabilité du ministre de la Défense. Cette situation devenant inconfortable dès le transfert du pouvoir aux civils en 1971, l'armée de terre établit, cette année-là, sa propre fondation (AWT) placée directement sous l'autorité du GHQ. D'ailleurs, aucune entreprise appartenant aux fondations militaires, qu'il s'agisse de celles du AWT, de la SF ou de la BF, n'a été soumise à l'impôt avant 1992 (Siddiqi, 2003).

L'évolution de la Defence Housing Authority de Karachi offre également un bel exemple de la détermination de l'armée à rendre ses intérêts économiques étanches à toute intervention des civils. L'officier qui la dirigea durant les années 1974-85 se rappelle en effet:

"Bhutto est arrivé au pouvoir avec une revanche à prendre. C'était sa politique du *Fauji tang kar do* [harceler les militaires]. Il a envoyé ces *gunda* [voyous] du PPP au syndicat de la Defence Housing Society, ils ont saboté la distribution en eau et en électricité, ils ont poussé nos employés à faire grève, j'ai même dû appeler la police. Bhutto voulait juste prendre nos terrains pour les donner à ses protégés. Ces années étaient très dures pour nous car, en tant que "society", nous dépendions administrativement du gouvernement. Dès que Zia a été nommé COAS [en 1976], je lui ai fait part de

⁴⁸ Son article 6 prévoit que toute personne qui abroge ou subvertit la Constitution par l'usage ou la menace de la force, ou tout autre moyen inconstitutionnel, est coupable de haute trahison, et donc menacé de la prison à vie ou de la peine de mort. Cet article, jamais appliqué, incite cependant les putschistes à obtenir rapidement une validation parlementaire de leurs amendements constitutionnels.

nos craintes. Quand il est venu à Karachi, je lui ai montré les terres qui s'étendaient jusqu'au bord de mer. Il a compris tout l'avantage économique à tirer de cette zone. Quand il a pris le pouvoir, il a fait passer un décret transformant la "society" en "authority". Ce changement de statut nous mettait sous l'autorité du COAS et nous permettait de lever des impôts locaux."⁴⁹

En dégageant son patrimoine foncier du contrôle des civils, l'armée a donc obtenu non seulement une liberté totale en matière de gestion mais aussi des avantages fiscaux non négligeables.

Les mutations des opérations économiques dans lesquelles s'engage l'armée attestent également sa volonté de créer une situation d'autosuffisance. Elle a ainsi commencé par pénétrer un marché captif, celui des clients et consommateurs issus de ses propres rangs. Ses opérations agricoles ont débuté par la production de vivres pour les troupes; ses opérations foncières par la vente de terrains aux militaires; ses activités textiles par la production d'uniformes pour l'armée; et ses activités bancaires par la gestion des comptes de dépôt des militaires. Ce n'est qu'ensuite qu'elle a progressivement visé des marchés privés. L'armée a, par ailleurs, réussi à établir un système dont tous les maillons se soutiennent mutuellement. Les produits fournis par les fermes militaires sont ensuite traités et commercialisés par les entreprises gérées par les fondations militaires, tandis que les comptes des entreprises des fondations militaires sont en général gérés par la Askari Commercial Bank. Et c'est encore à cette même banque (et non à la banque centrale ou à la banque publique nationale) que les frais de la carte de résident (la Pakistan Origin Card) doivent être exclusivement payés, en dollars, aidant ainsi la banque à recouvrer la dette qu'a contracté auprès d'elle la NADRA, l'autorité publique en charge de la délivrance des papiers d'identité.

Le corporatisme économique de l'armée au niveau institutionnel est donc, fondamentalement, le produit du cercle vicieux structurel dans lequel s'est progressivement enfermé le système politique pakistanais depuis 1954⁵⁰: la compétition brutale entre l'armée et les grands partis de gouvernement que génère l'absence d'institutionnalisation du jeu politique et qui l'entretient. Toutes les tentatives d'institutionnaliser la rivalité civil-militaire ont d'ailleurs échoué. Par cinq fois, dans le passé, un Conseil de sécurité national sur le modèle turc a été proposé ou partiellement

⁴⁹ Entretien, Général de brigade aérienne (à la retraite), Karachi, janvier 2004.

⁵⁰ Date à laquelle le Gouverneur-général Ghulam Muhammad décida de dissoudre l'Assemblée constituante et appela, pour la première fois, l'armée à diriger le gouvernement. Le général Ayub Khan, chef d'état major de l'armée de terre, refusa l'offre mais appuya le coup de force et devint ministre de la Défense du nouveau gouvernement. Quatre ans plus tard, il prit le pouvoir avec l'aide d'un autre haut fonctionnaire, mais de formation militaire, le président Iskander Mirza.

établi. Il a finalement vu le jour en avril 2004 mais ce nouvel organe de décision, mi-civil mi-militaire ne fonctionne qu'imparfaitement⁵¹.

La désinstitutionnalisation continue du jeu politique, dont la personnalisation du pouvoir est devenue le corollaire (la dérive de la présidence du général Musharraf vers un mode de gouvernement extrêmement personnalisé depuis 2002 le démontre) enferme l'armée et les grands partis de gouvernement dans une logique d'affrontement qui souvent s'apparente à un duel. Celle-ci a connu des épisodes meurtriers, telle que la pendaison de Bhutto ordonné par le général Zia ("c'était moi ou lui" a-t-il d'ailleurs décrété en privé par la suite)⁵², ou ubuesques, comme l'interdiction faite aujourd'hui aux leaders du PPP et de la PML de fouler le sol pakistanais⁵³. La méfiance, le mépris, voire souvent la haine, qu'éprouvent les officiers pakistanais à l'égard des "politiciens", tenus pour corrompus, irrationnels, irresponsables, prêts à sacrifier l'intérêt national à la satisfaction de leurs intérêts égoïstes abondent dans les mémoires des officiers supérieurs pakistanais, ainsi que dans les entretiens privés. L'impossible régulation du rapport de force civil-militaire ainsi que la piètre opinion dans laquelle ils tiennent les hommes politiques, ont conduit les militaires à mettre en place un système qui assure une étanchéité complète de l'institution militaire aux éventuelles tentatives de subversion.

⁵¹ Composé de quatre généraux (les chefs d'état-major des trois armées et le chef d'état-major inter-armées) et de neuf civils (le chef de l'État, le président du Sénat, le Premier ministre fédéral, les Premiers ministres des quatre provinces, le porte-parole et le leader de l'opposition à l'Assemblée nationale). Le Premier ministre de la NWFP et le leader de l'opposition, tous deux membres de la coalition islamiste du MMA, refusent d'y participer.

⁵² Réponse qu'il donna au général de division indien Inderjit Rikhye, son chef de régiment d'avant la partition. Confiance rapportée dans: Khalid Hasan, "Not all soldiers fade away", *The Friday Times* (Lahore), 1-7 juillet 2005.

⁵³ N. Sharif est en exil forcé en Arabie Saoudite. B. Bhutto est en exil volontaire pour échapper à la justice de son pays et à une arrestation plus que probable pour des fraudes certes massives mais qui n'ont rien à envier à celles de nombreux ministres nommés par P. Musharraf.

Tensions politiques et sociales

L'aggravation de la concurrence militaro-bureaucratique

La bureaucratie est l'institution la plus clairement menacée par l'emballlement corporatiste de l'armée. Elle est, tout d'abord, lésée par le détournement des ressources publiques vers les entreprises militaires. Elle l'est, ensuite, en matière de postes dans la fonction publique. La concurrence des militaires aurait mis plus de 700 fonctionnaires, dont 33 hauts placés, au "chômage technique" depuis l'arrivée au pouvoir du général Musharraf. En effet, en quatre ans seulement, 1 027 officiers, d'active ou à la retraite, ont été nommés dans différentes administrations et entreprises publiques⁵⁴. La volonté des régimes militaires de contourner la bureaucratie génère des distorsions institutionnelles dont les fonctionnaires civils souffrent également. Musharraf, à l'instar d'Ayub Khan, a en effet multiplié les "commissions d'expert" et autres "bureaux" qui ont tous été, invariablement, dirigés par des officiers de haut rang. Ces doublons avec l'administration civile suscitent un ressentiment d'autant plus intense que le caractère élitiste de la bureaucratie a également été grignoté par le Plan de décentralisation d'août 2001. La disposition des autorités administratives à remettre à la presse nationale des listes très précises des postes attribués à des militaires dans l'administration publique depuis 1999 est un signe évident de la dégradation des relations entre les deux groupes.

La bonne volonté avec laquelle ces mêmes autorités ont également divulgué, à des chercheurs, journalistes et militants des droits de l'homme, toute une série de documents confidentiels (originaux d'actes de propriétés appartenant à des militaires, localisation et superficie exactes des terres récemment acquises par des officiers de haut rang) démontre que l'attribution de terres reste la source de rivalité la plus forte. A juste titre: la bureaucratie est la principale bénéficiaire, avec l'armée, des terres louées à bail par le gouvernement du Pendjab. La pression foncière croissante que l'armée exerce ne peut donc qu'aiguiser les tensions. L'affaire des fermes militaires d'Okara l'a démontré: le Board of Revenue du gouvernement du Pendjab n'a pas hésité, à cette occasion, à

⁵⁴ "1 027 civilian posts occupied by servicemen", *Dawn* (Karachi), 3 octobre 2003.

affronter directement l'armée en déclarant que celle-ci occupait illégalement ces terres puisqu'elle refuse de payer les arriérés de son loyer (remontant à 1943 !).

Fragilisation des relations inter et intra-provinces

L'accumulation de privilèges économiques par l'armée est également une source de tensions entre les quatre provinces pakistanaises, en particulier entre le Pendjab et le Sindh. Ces tensions trouvent, en fait, leur origine dans le déséquilibre ethnique du recrutement. Héritage de la politique coloniale britannique, les Pendjabis (44% de la population) et les Pashtounes (15,5% de la population)⁵⁵ sont en effet sur-représentés avec 65% des officiers (et 70% des autres rangs) et 22-25% respectivement issus de ces deux groupe linguistiques; les 10% restants étant balouches, sindhis, mohajirs et cachemiris (Rizvi, 2003a, p. 240). En réalité, les Cachemiris sont plutôt sur-représentés: l'Etat d'Azad Jammu & Kashmir compterait 250 000 officiers à la retraite⁵⁶ (soit 8,5% de la population) et certains Cachemiris obtiennent des postes prestigieux (à l'instar du général Aziz Khan, ancien Chairman Joint Chiefs of Staff Committee). Quant aux Mohajirs⁵⁷, ils sont également bien placés parmi les officiers de haut rang, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de Musharraf, lui-même mohajir. Les Sindhis et les Baloutches restent, par contre, tout à fait sous-représentés. Cet état de fait, associé à la superficie considérable des terres attribuées à des officiers au Sindh, fut l'un des principaux facteurs du mouvement d'agitation qui secoua l'intérieur de cette province en août 1983; mouvement que les forces régulières et paramilitaires réprimèrent brutalement.

Du fait des avantages matériels que promet la profession militaire, la marginalisation au sein de l'appareil militaire devient également un enjeu politique à l'échelle des districts négligés du Pendjab. En effet, la fameuse "pendjabisation de l'armée" ne couvre, en réalité, que la partie septentrionale de la province : le quadrilatère ceint par les villes d'Attock, Chakwal, Jhelum et Rawalpindi, principal vivier de recrutement et bénéficiaire de ses retombées économiques. Le phénomène est

⁵⁵ Ces chiffres se réfèrent aux locuteurs du Pendjabi et du Pashto et non aux habitants de la province du Pendjab et de celle de la NWFP (respectivement 56% et 13% de la population). Étant donné l'importance des minorités linguistiques et des migrations intérieures dans chaque province, le poids démographique de celles-ci donne en réalité une vision faussée du rapport de force entre les principaux groupes ethniques pakistanais, rapport que la langue maternelle permet de mieux saisir. Source: Government of Pakistan, *Census Report of Pakistan 1998*, Islamabad, Population Census Organization, 2001, p. 211.

⁵⁶ Selon le Premier ministre d'AJK, Sardar Sikander Hayat Khan, interview au quotidien égyptien *Al Ahrām*, cité dans *Dawn* (Karachi), 5 août 2002.

⁵⁷ Musulmans ourdouphones ayant migré d'Inde au Pakistan en 1947, en particulier à Karachi.

particulièrement visible à Rawalpindi (district du Punjab où le taux d'alphabétisation est le plus élevé : 72% contre 44% pour la moyenne provinciale). Ces inégalités ont généré la colère des populations de la ceinture siraïkie⁵⁸ où un mouvement nationaliste demande, depuis la fin des années 60, une province séparée, et plus récemment un régiment propre au sein de l'armée. Cette revendication nationaliste s'est réveillée dans les trois dernières années avec l'extension du pouvoir foncier de l'armée dans cette zone : au Cholistan (où des terres ont été allouées à 118 officiers de l'armée de terre, dont Musharraf)⁵⁹ et à l'est, avec la construction du Greater Thal Canal visant à transformer des dunes en terres cultivables au profit, selon des leaders nationalistes siraïkis, des membres des forces armées⁶⁰. Ces derniers, en vertu une fois encore de la loi coloniale, ont en effet obtenu des terres à des prix extrêmement bas dans le désert de Thal qui, une fois irriguées deviendront extrêmement rentables.

La "démystification" de l'armée au sein de la société civile

Bien qu'il soit extrêmement difficile de généraliser en l'absence de sondages d'opinion ou même de recherche approfondie sur le sujet, l'idée selon laquelle l'armée s'est transformée en un groupe rentier aux privilèges indus et à la corruption croissante, est fréquemment exprimée au cours de discussions informelles ou dans des lettres de lecteurs aux grands quotidiens nationaux. Les forces armées sont, sans aucun doute, une "caste" privilégiée. Le phénomène est d'ailleurs d'une telle banalité qu'il est souvent évoqué avec fatalisme et ironie. Hors salaires, retraites, et acquisition de terres, les militaires et leurs familles profitent d'une série d'avantages personnels qui contribuent à leur image négative: soins gratuits dans les hôpitaux les plus modernes, éducation dans les meilleures écoles publiques et privées, réduction sur les droits d'inscription dans les universités privées, taux préférentiels proposés, très ouvertement, par les concessionnaires automobiles, et surtout résidences, d'un luxe parfois inouï, de nombre de haut gradés. Le favoritisme appliqué aux enfants de militaires dans les écoles civiles est tellement coutumier qu'un étudiant, fils d'un général, ayant obtenu une mauvaise note n'hésita pas à déclarer furieux à son enseignante (l'auteur de ces lignes) : "comment

⁵⁸ La langue siraïkie est parlée par 10,5% de la population pakistanaise, mais par 65% de celle du district de Rahim Yar Khan, aux portes du désert du Cholistan (cf. *Census Report of Pakistan 1998, op. cit.*). Elle est également parlée au Nord du Sindh et au Nord-Est du Balouchistan. Sur le mouvement nationaliste siraïkie, voir: Rahman (1998), p. 173-190.

⁵⁹ "Land allotted to 62 army officers: Board of revenue tells Lahore High Court", *Dawn* (Karachi), 24 juin 2003.

⁶⁰ Azmat Abbas, "Turbulent waters", *The Herald*, juillet 2002, Mushtaq Gadi et Aasim Sajjad Akhtar, "One big cantonment", *The Herald*, septembre 2003.

osez-vous ? savez-vous seulement qui est mon père ?"... pour finalement confesser que ce dernier avait écrit son exposé (un pamphlet propagandiste sur la dissuasion nucléaire)!

L'appréciation de ces privilèges est à la portée de tous. Il suffit de comparer les quartiers résidentiels militaires avec les autres quartiers, même huppés, des grandes villes. Celui de Defence à Lahore par exemple⁶¹, outre sa concentration de maisons "nouveaux riches", Mac Donalds, Pizza Hut, banques privées et magasins de marques occidentales, est absolument le seul où l'on ne voit ni ordures à ciel ouvert, ni étals débordant sur les trottoirs, ni chiens errants. Il est aussi l'unique lieu où l'éclairage public n'est jamais déficient, l'approvisionnement en eau assurée 24h sur 24, la signalisation des rues et postes d'urgence des plus modernes (sponsorisée par Coca-Cola), les mosquées rares mais vastes et bien entretenues. Les jeunes filles s'y promènent en jeans et croisent des adolescents jouant les bolides au volant de voitures de luxe, musique techno à fond. Enfin, c'est l'un des rares quartiers dont l'entrée est filtrée par divers postes de police assurant à ces jeunes nantis de ne pas être dérangés par les minibus bondés, charrettes, ânes, taxi-scooters et autres motos transportant une famille entière – bref, par le Pakistan. Au mieux les vélos sont autorisés car ils permettent aux multiples domestiques de venir travailler.

L'oisiveté des forces armées est un facteur aggravant la démythification des militaires au sein de la société. La menace indienne continue de fournir le principal justificatif au coût exorbitant des dépenses de défense et aux privilèges que s'accorde l'armée. Or, celle-ci ne se bat pratiquement plus depuis trente ans. Pire, les rares interventions militaires depuis 1971 sont difficiles à légitimer. La guerre de Kargil, en 1999, a certes provoqué un élan patriotique et pro-militaire, mais les victoires initiales n'ont pas été entièrement attribuées à l'armée régulière (celle-ci n'ayant eu de cesse de répéter que seuls les *mujahidin* étaient impliqués) et cette guerre reste perçue par l'opinion publique comme une affaire quelque peu honteuse. Quant à la collaboration à la "guerre contre la terreur" menée depuis l'automne 2001, elle maintient certes les forces armées au combat mais contre une partie de ses concitoyens. Ainsi, dans les zones tribales du Waziristan Sud et Nord, la lutte contre les militants d'al-Qaeda s'apparente de plus en plus à une véritable guerre civile dont les autorités militaires tentent de limiter au maximum la médiatisation. Enfin, au-delà de la frontière avec l'Inde, ce sont de jeunes irréguliers, galvanisés par les organisations jihadistes qui, depuis plus de dix ans, partent

⁶¹ Les officiers ne sont pas les seuls à résider à Defence puisqu'ils y ont vendu un grand nombre de terrains à des civils, en particulier à des expatriés enrichis rentrant au pays (et auxquels ils offrent l'image rassurante d'un Pakistan modèle mais surréaliste).

mourir pour défendre la sacro-sainte "cause du Cachemire" (Blom, 2003). Cette situation suscite souvent des remarques acerbes, émanant même de leaders islamistes, surtout s'ils ne sont pas Pendjabis, tel que le secrétaire général du Jamiat-e Ulama-e Islam (JUI) au Sindh qui déclare:

"Pourquoi l'armée envoie-t-elle nos jeunes se faire tuer là-bas ? Pourquoi ne se bat-elle plus au Cachemire ? Où va l'énorme montant du budget de l'armée? " (Rana, 2002, p. 59)

Les critiques à l'égard de l'oisiveté des militaires sont également nombreuses. Le goût de l'aristocratie militaire pour les soirées mondaines, le "désordre moral" qui règne dans les mess, les multiples "pauses-thé" des soldats dans les garnisons et le nombre disproportionné d'officiers au sein des fondations sportives sont tour à tour mentionnés. Il est vrai que la présence d'un lieutenant-général d'active, Syed Arif Hasan simultanément à la tête de la Polo Association of Pakistan et du comité directeur des SAF Games (jeux sud-asiatiques), peut surprendre.

La rébellion paysanne dans les fermes militaires d'Okara

Plus que la mobilisation nationaliste siraïkie, c'est la rébellion paysanne contre les autorités des fermes militaires d'Okara (200 km environ au sud de Lahore) qui a démontré, dans les années récentes, la disposition, même limitée, d'une partie de la société pakistanaise à affronter l'armée. Le "Military Farms Group Okara" couvre 18 villages où vivent 1100 familles de métayers, et s'étend sur 13 500 ha de terres agricoles de première qualité. En 1928 déjà, les métayers s'étaient mobilisés contre les autorités militaires pour obtenir un droit de propriété sur les terres qu'ils cultivaient. Le conflit s'est ensuite poursuivi par voie de justice. Il a ressurgi en juin 2000 lorsque les autorités militaires décidèrent de changer la nature du contrat de tenure, obligeant les paysans à payer un loyer en argent sur la terre et les transformant en travailleurs salariés sous contrat. Cette modification d'un arrangement vieux de plus de 80 ans a catalysé leur colère ; colère alimentée depuis des années par leurs conditions de vie et les malversations ainsi que la violence symbolique que les autorités militaires exerçaient⁶². Ils craignaient surtout que l'armée tire avantage du nouveau contrat pour les expulser. Progressivement, les paysans en sont venus à questionner le droit de propriété de l'armée sur les terres. Quand le vide juridique dans lesquelles celles-ci se maintiennent fut

⁶² Ils ne peuvent, par exemple, organiser un mariage ou des funérailles sans l'accord des autorités. Un vieil homme, résidant dans l'un des villages des fermes d'Okara dit "Nous avons l'habitude de craindre tellement l'armée que chaque fois qu'un haut gestionnaire des fermes venait visiter le village, tous les hommes, quels que soient leur âge et condition physique, se précipitaient pour balayer le chemin de terre et gagner leur bienveillance" (Kariapper, 2003, p. 17).

rendu public, ils se sont alors mobilisés pour obtenir la pleine propriété des terres en vertu de la durée de leur résidence.

Après l'échec des premières tentatives de négociation avec les autorités militaires, les paysans formèrent leur propre ONG (Association des métayers du Pendjab, AMP) qui chapeauta rapidement diverses autres organisations représentant les intérêts d'environ un million de métayers travaillant dans des fermes publiques au Pendjab. En quelques mois, le mouvement en faveur de l'attribution de droits de propriété aux métayers s'étendit à neuf autres districts. Les métayers refusèrent de partager les récoltes, de signer les contrats de location, organisèrent des manifestations, des grèves de la faim, etc. Le soutien d'activistes des droits de l'homme, de journalistes, d'avocats et de partis d'opposition, ainsi que la couverture médiatique internationale, les encouragèrent à maintenir une position radicale. Mais le siège, à deux reprises, des villages, la torture de jeunes activistes et l'expulsion de parents de métayers travaillant dans des institutions gouvernementales, finirent par convaincre 1 300 d'entre eux de signer le nouveau contrat. La protestation d'Okara constitue néanmoins, à ce jour, l'un des plus longs mouvements de désobéissance civile que le Pakistan ait connu (plus de trois ans) et l'un des rares à affronter directement l'institution militaire.

Les tensions internes à l'armée

Rivalités entre les trois armes

Les relations entre les trois armes pakistanaises sont, traditionnellement, mauvaises. Deux causes l'expliquent. D'une part, l'armée de terre reçoit, en raison de sa taille, 40,6% du budget de la défense, contre 16,4% pour l'armée de l'air (PAF) et 8,8% pour la marine (PN) (Siddiqa-Agha, 2001, p. 83). D'autre part, la nature du processus décisionnel est structurellement déséquilibré (ni la marine, ni l'armée de l'air n'ont été informées par l'armée de terre des opérations qui déclenchèrent les hostilités avec l'Inde en 1965, en 1971, et encore en 1999)⁶³. Le corporatisme économique aggrave ces tensions sous-jacentes. La sur-représentation de l'armée de terres au sein de la Fauji

⁶³ Entretien, officier haut gradé de l'armée de l'air (à la retraite), ancien membre du Warfare Directorate au GHQ, Karachi, janvier 2004; entretien, officier haut gradé de la marine, Islamabad, septembre 2002.

Foundation, a priori inter-armes, a ainsi convaincu la PAF, puis la PN, de créer leurs propres fondations.

Le dialogue suivant (engagé au sujet de la guerre de Kargil) entre un ancien chef d'état-major de la marine (CNS) et l'un des ses amis, un général de brigade à la retraite, témoigne de l'ampleur des ressentiments accumulés au sein des autres armes, ici la Marine, à l'égard de l'hégémonie de l'armée de terre:

"L'armée de terre, en tant que telle n'est pas responsable de nos erreurs politiques, ce sont des individus ambitieux qui la prennent en otage...." (Général)

"Mais vous réalisez que vous êtes en train de dire que des individus peuvent prendre l'armée en otage ?! Alors cela veut dire que nous avons une armée de terre dévoyée ["rogue army"], qui ne peut pas contrôler les ambitieux." (CNS)⁶⁴

Evolution de "l'ethos" des militaires: du professionnalisme au matérialisme ?

La progression fulgurante du corporatisme économique de l'armée pakistanaise a d'autres conséquences inquiétantes sur l'institution militaire elle-même: l'"ethos" des officiers pakistanais serait de moins en moins professionnel et, désormais, nettement carriériste et matérialiste (Rizvi, 1986, p. 202). Il est vrai que certains militaires à la retraite se plaignent que les jeunes officiers aient désormais pour mot d'ordre "*self before service*" et soient attirés par des avantages tangibles (voitures de luxe, résidences, etc.), contribuant ainsi à l'érosion du système de valeur de l'armée. Le profil sociologique des officiers recrutés depuis les années 1970 a, en effet, profondément évolué. Ils ne sont plus, comme dans les années 1950 et 60, des paysans sans terre embrassant la carrière de soldats par vocation (suivant l'exemple de leurs pères) mais sont, de plus en plus, issus de la petite classe moyenne urbaine ou suburbaine, ou bien encore des diplômés frustrés dans leur voie naturelle d'ascension sociale. Ils choisissent donc la carrière militaire motivés, avant tout, par la promotion sociale, et les privilèges, qu'elle assure.

Pour "tenir tranquilles" ces officiers, qui arrivent aux échelons supérieurs au cours des années 2000-2010, il est indispensable de maintenir un système de récompenses et de bénéfices de plus en plus attractif (Rizvi, 2003a, p. 243). Or, la capacité de l'armée à générer davantage de ressources à travers son empire commercial et industriel est limitée. Ainsi, lors d'une réunion organisée en 1999, le président de la FF dut affronter les critiques des officiers présents qui se plaignaient de l'insuffisance de son aide (alors même qu'ils jouissent de

⁶⁴ Entretien, Islamabad, septembre 2002.

privilèges en termes de couverture sociale, d'éducation, d'aide à la réinsertion professionnelle etc., refusés à tout autre groupe social) et des postes qu'elle propose⁶⁵. La pression foncière, est elle aussi, déjà, considérable. Entre 1994 et 1997 uniquement, et au seul sud Pendjab par exemple, environ 300 000 ha (soit 1,5% de la superficie totale de la province) ont été distribués à différents officiers; chiffre que l'on peut comparer aux 225 000 ha alloués pendant une durée deux fois plus longue, entre 1977 et 1985 (Rizvi, 1986, p. 193). Aucune statistique n'est disponible pour la province du Sindh mais certaines sources estiment que le total des terres possédées par l'armée (au titre de la propriété individuelle) atteindrait un million d'ha (soit 7% de la superficie totale de cette province)⁶⁶. Le phénomène pourrait bien prendre des proportions ingérables. En effet, à raison de 300 officiers environ sortant diplômés de l'académie militaire de Kakul chaque année, et de 1 000 officiers par an recevant des terres⁶⁷, et en supposant que les plafonds soient globalement respectés, le ministère de la Défense devra demander aux gouvernements provinciaux 250 km² à allouer par an !

Que les exigences matérielles des membres des forces armées soient de plus en plus difficiles à satisfaire pourrait être de nature à encourager, selon certains analystes, les frustrations et, *de facto*, le renforcement d'une idéologie islamiste, réactionnaire et puritaine, au sein de l'armée⁶⁸. L'enjeu n'est pas tant la place des thématiques islamiques au sein de l'armée, historiquement importante, mais le fait qu'une fois découplées du professionnalisme et de la discipline à laquelle elles ont toujours été associées – apportant ce faisant force et cohésion à l'institution militaire –, elles deviennent source de divisions. La prudence s'impose néanmoins face à ces analyses alarmistes. Tout d'abord, l'hypothèse d'un matérialisme porteur de clivages internes est difficile à vérifier en l'absence d'enquêtes précises sur les origines sociales, les valeurs et les attentes de ces jeunes officiers (enquêtes cruellement absentes des travaux, par ailleurs les plus complets, de RIZVI ou de SIDDIQA). De plus, il n'est pas inutile de rappeler que des militaires "de la vieille école" tiraient des conclusions tout aussi pessimistes sur le "self before service" il y a... quarante ans⁶⁹.

⁶⁵ BOKHARI, Col (à la retraite) E.A.S Bokhari, "Fauji Foundation. Profile of a welfare organization for ex-servicemen", *Defence Journal* (Karachi), janvier 1999.

⁶⁶ Estimation officieuse, non recoupée.

⁶⁷ Entretien d'une "source militaire" non identifiée (Siddiqa, 2003).

⁶⁸ RIZVI n'établit pas un lien direct entre les deux phénomènes mais le sous-entend en évoquant l'urgence, pour l'armée, de satisfaire les attentes matérielles de son personnel dans le paragraphe consacré au rapport entre l'islam et l'armée" (Rizvi, 2003a, p. 245-246).

⁶⁹ Un général à la retraite décrit ainsi les années 1958-64: "des généraux d'active étaient faits ministres, ambassadeurs, chefs d'entreprise, et planificateurs de villes /.../ ceci a graduellement, mais de façon définitive, détourné leur attention d'objectifs purement professionnels" (Siddiqi, 1996, p. 61).

De surcroît, la causalité entre l'origine de classe et l'orientation politique des militaires est loin d'aboutir à des conclusions théoriques consensuelles. Ainsi FINER note que la progression de la représentation des classes moyennes au sein des armées peut aussi parfaitement conduire à renforcer l'esprit de corps. S'appuyant sur l'exemple de l'Equateur et du Nigeria des années 60, il souligne que:

"l'un des résultats les plus marquants du fait que de si nombreux officiers proviennent d'autres secteurs que l'élite traditionnelle [...] est qu'ils cessent de s'identifier en fonction de leurs origines sociales et transfèrent leur identification de groupe primaire au service militaire lui-même; service qui leur a offert un nouveau style de vie et a permis leur promotion sociale". (Finer, 1988, p. 237)

Enfin, le lien de causalité entre la frustration relative et l'"islamisation" de l'armée est loin d'être évident. Durant la dernière décennie, les sympathies islamistes existant au sein des trois armes ont, très certainement, été en s'intensifiant. Plusieurs exemples en témoignent: la tentative de coup d'Etat organisée par le général Abbasi, en octobre 1995, avec la complicité de militants jihadistes ; la campagne de lynchage médiatique contre Jehangir Karamat dans les publications de l'armée en 1996-97 lorsque celui-ci tenta de contrôler la politisation des mosquées militaires ; l'apparition, en 2001, du mouvement Tanzim-ul Ikhwan dirigé par des officiers de rang inférieur à la retraite qui menaça d'une rocambolesque marche sur Islamabad pour "nettoyer la société et l'armée de la culture du luxe" (quand bien même son "amir", maulana Akram Awan, ne se déplace qu'en Land Cruiser) ; les sympathies pro-Talebans aussi soudaines qu'ostentatoires du lieutenant général Mehmud Ahmed, ancien directeur de l'ISI (1999-2001) ; les prêches du maulana Masud Azhar (leader du Jaish-i-Muhammad), par ailleurs accusé de différents attentats terroristes depuis 2001, dans des mosquées situées dans le cantonnement de Lahore en 2003 ; et enfin, l'arrestation d'un soldat et de six employés de l'armée de l'air accusés des tentatives d'assassinat contre le général Musharraf de décembre 2003.

Ces différentes manifestations d'une armée plus sensible aux sirènes islamistes qu'auparavant ne sont pas, pour autant, la preuve d'un factionnalisme encouragé par le corporatisme économique. Il est, en effet, impossible d'affirmer que le ressentiment de ceux qui resteraient en marge de la dynamique d'enrichissement ait été la première motivation des membres de l'armée impliqués dans les tentatives d'assassinats contre le général Musharraf. De même, la tentative de coup d'Etat "islamiste" de 1995 semble avoir été déterminée par des facteurs moins matériels qu'idéologiques: Abbasi s'était bâti l'image d'un héros national pour avoir été expulsé d'Inde où il était attaché militaire (après une sombre affaire d'espionnage) et, écarté au début des années 90, il aurait été mû principalement par une logique de vengeance.

Des tensions et dysfonctionnements qui restent gérables

Un débat public marginal

Pourquoi l'armée, qui dispose d'un domaine foncier aussi considérable et génère, à travers les entreprises et sociétés créées par ses fondations, suffisamment de profits pour assurer le bien-être matériel de son personnel, a-t-elle encore besoin d'un budget aussi colossal ? Cette question est, bien sûr, fréquemment soulevée. Toutefois, elle reste limitée à des cercles acquis : presse libérale anglophone (*Herald, Newline, The News, Daily Times, The Friday Times*), universitaires, ONG humanitaires, et marginalement politiciens (le PPP en premier lieu qui, depuis 2002, multiplie les articles sur les privilèges économiques de l'armée sur son site Internet). Le débat est bien loin de mobiliser les foules.

Par ailleurs, l'appareil judiciaire reste timide: en particulier les cours de province peu enclines à gêner l'armée au pouvoir. Depuis 2002, la Haute Cour de Lahore a rejeté, à deux reprises, la requête de particuliers et d'avocats contestant l'allocation de terres gouvernementales, entre 1981 et 1999, à des officiers dans le Cholistan⁷⁰, arguant que le problème relevait de la juridiction militaire (Army Act) et non civile. Mais les parties civiles ne s'avouaient pas vaincues et demandaient, en 2005, la réouverture de leur plainte contre l'armée de terre: l'attribution de terres aux officiers ne relevant pas, selon elles et contrairement à la défense du GHQ, d'une "affaire de service" interne à l'armée mais d'une "faveur". Le jugement est à ce jour en attente. La réaction de cette même cour face au conflit opposant les métayers aux autorités des fermes militaires d'Okara a démontré la même réticence à attaquer frontalement l'armée. Elle a ainsi statué que les paysans n'étaient pas des "occupants" (les empêchant alors de réclamer un droit de propriété sur ces terres), et a refusé bien sûr de reconnaître que l'armée, en situation de fraude fiscale, les occupait illégalement. "Si même la Haute Cour de Lahore ne peut émettre un jugement correct, que pouvons nous faire ?" déclara alors un membre du Board of Revenue (Kariapper, 2003, p. 12).

La Cour Suprême, également amenée à se prononcer sur le corporatisme économique de l'armée, s'est montrée étonnement plus courageuse. Très récemment (décembre 2003), elle a rendu un jugement marquant, plus par son ton que par sa

⁷⁰ Sur cette affaire, voir: "LHC says petition against Army not maintainable", *Daily Times* (Lahore), 16 septembre 2003 et "Land allotment to army 'a favor'", *Dawn* (Karachi), 9 mars 2005.

substance, dans un conflit opposant un général de brigade (qui avait saisi la Cour en 1999) à des métayers sans terres, en prenant fait et cause pour les seconds. Elle a, en effet, rappelé que la distribution, l'allocation ou la location à bail aux forces armées de terres agricoles étant propriétés de l'Etat n'était nulle part envisagée dans la loi de 1912. La Cour a donc exigé du général qu'il se satisfasse des "centaines d'acres qui lui ont été attribués", accorde quelques acres aux métayers et se rappelle ces mots du romancier John Steinbeck dans *Les raisins de la colère*: "lorsque la propriété est concentrée en trop peu de mains, lorsque le peuple a faim, il finit par prendre de force ce dont il a besoin. La répression ne fait que renforcer la détermination des opprimés"⁷¹. La portée du jugement, sans aucun doute inspiré par la résistance des métayers d'Okara, est toutefois limitée puisque celui-ci ne porte que sur les terres agricoles, et non sur les terres arides qui, elles, relèvent bien de la loi de 1912 et peuvent donc être attribuées aux forces armées.

Les soutiens sociaux à l'armée

L'absence de mouvements d'opinion significatifs contre le pouvoir foncier, les activités industrielles ou les intérêts commerciaux de l'armée, s'explique également par le soutien idéologique dont jouit l'armée. Celui-ci ne doit en effet pas être sous-estimé. L'armée bénéficie d'une perception globalement positive, d'intégrité et d'honnêteté, surtout s'il s'agit de la comparer aux hommes politiques; c'est la principale leçon à retenir du coup d'Etat de 1999 qui fut, rappelons-le, bien accueilli par la population dans son ensemble. Il est bien sûr impossible de généraliser à l'ensemble des périodes de l'histoire du Pakistan, des régions ou des secteurs sociaux. C'est pourquoi il importe de souligner que ce constat vaut, avant tout, pour la fin amère de la décennie de "transition démocratique" (1988-99) et surtout pour le Nord du Pendjab, zone traditionnelle de recrutement.

Le soutien à l'armée puise dans des facteurs historiques (reconnaissance, en particulier parmi les personnes âgées, pour l'aide apportée aux réfugiés en 1947-48 et à la construction d'un Etat dont on estimait qu'il ne survivrait pas) et politiques (sentiment d'insécurité face à l'Inde). Il provient aussi, bien sûr, de la propagande massive en sa faveur dont les écoles publiques et les médias en langue vernaculaire se font l'écho. Enfin, les réseaux familiaux liant l'institution militaire au reste de la société sont également un élément important. Neuf millions de personnes (personnels de l'armée de terre, en

⁷¹ "Land Allotment not in line with rules: SC", *Dawn* (Karachi), 18 décembre 2003.

priorité, à la retraite et leurs dépendants) profitent des avantages sociaux que fournit la seule Fauji Foundation; soit 7% de la population totale du pays⁷². Enfin, les fondations de l'armée ne sont pas coupées de la société: les civils représentent jusqu'à 80% des 45 000 employés de la FF (Siddiq, 2003).

L'armée reste, surtout, le deuxième employeur du pays juste après l'administration publique fédérale et provinciale. Le salaire d'un soldat est faible⁷³ mais les avantages associés à l'emploi militaire sont incalculables: gratuité de la nourriture (trois repas par jour et de très bonne qualité - des nutritionnistes y veillent – représentent un eldorado pour des familles pauvres), du logement, des vêtements, des soins médicaux (y compris pour l'épouse ou les parents si le soldat n'est pas marié), de la scolarité pour les enfants, etc. En outre, l'ensemble du village en profite. A Malot par exemple, village de la Salt Range qui a donné de très nombreux soldats à l'armée de terre, les maisons en terre ont fait place à des maisons en dur disposant de l'électricité, de l'eau courante et même du téléphone. Enfin, la perspective d'acquérir jusqu'à 10 ha de terres est une incitation également centrale pour un aspirant soldat. Quelle autre institution peut offrir aux paysans et aux jeunes chômeurs des périphéries urbaines, le rêve de vivre un jour comme des petits propriétaires terriens ?

Que l'armée soit l'une des principales sources d'emploi est certes un argument à double tranchant: pacificatrice tant que le recrutement gonfle régulièrement et s'opère de façon relativement équilibrée entre les différents groupes linguistiques. L'armée pakistanaise offre, à cet égard, une image contrastée. Le déséquilibre ethnique en matière de recrutement perdurant, le ressentiment des communautés marginalisées (Siraïkis, Sindhis et Balouches) n'est pas près de s'estomper. Toutefois, les meilleurs analystes de l'armée pakistanaise, ainsi que de nombreux officiers avec lesquels nous avons mené des entretiens, font état d'une plus grande diversité géographique. Les soldats seraient ainsi plus nombreux qu'auparavant à venir du centre et de l'ouest ainsi que des zones périurbaines de Lahore, Faisalabad et Gujranwala au Pendjab, ainsi que du Sindh et du Balouchistan. Bien qu'aucun officier ne confirme qu'il existe un "quota ethnique" déterminant le recrutement, il reste que les critères éducatifs et physiques ont été assouplis pour les candidats sindhis et balouchs. Par ailleurs, l'armée est, de loin, l'institution pakistanaise où le brassage entre les différents groupes linguistiques et

⁷² "Fauji Foundation striving for a prosperous and strong nation", Encart publicitaire placé dans *The Herald*, septembre 2003.

⁷³ 3 000 roupies par mois (entretien, commandant (à la retraite), Lahore, janvier 2004), soit 2 000 roupies de moins que le salaire moyen d'un ouvrier.

religieux est le plus poussé: il n'y a plus jamais eu dans l'histoire du pays, depuis la guerre d'indépendance du Bangladesh en 1970-71 (dont l'une des causes fut la sous-représentation des officiers bengalis), de guerres civiles, ni même de tentatives de putsch, provoquées par les déséquilibres ethniques au sein de l'armée: le régime prétorien pakistanais est, en ce sens, fort différent de ses homologues nigérian, soudanais ou indonésien.

Mais la diminution récente des effectifs, couplée à la dégradation de la situation économique milite, elle, plutôt en faveur d'une croissance déstabilisatrice, à moyen terme, de la demande d'emplois au sein de l'armée. En effet, les années d'immigration facile, légale et bon marché (les décennies 70 et 80), avaient entraîné une diminution notable du nombre des candidats au métier militaire, en particuliers pashtouns. Au cours de la décennie 90, la contraction de l'offre en provenance des pays du Golfe, a rendu l'armée de nouveau attractive. La progression du chômage et de l'exode rural a également conduit de nouveaux groupes sociaux à considérer l'armée comme une option. En effet, selon un officier à la retraite:

"Des années 50 aux années 70, on menait des campagnes de recrutement dans des villages cibles mais, aujourd'hui, c'est devenu inutile: on a trop de candidats. La crise de l'emploi est telle que des jeunes ayant le bac (FA, FSc) en poche, voire un DEUG, se présentent aux journées de recrutement. L'armée a donc été amenée à élever les critères de sélection au Pendjab"⁷⁴.

La solidité des alliances avec les classes dominantes

L'armée et la bureaucratie restent deux groupes aux intérêts malgré tout convergents. La concurrence entre les deux groupes n'est pas en mesure de remettre profondément en cause une alliance structurelle entre acteurs "exogènes" unis face à des groupes politiques dont les bases de soutien sont principalement locales (propriétaires fonciers, leaders tribaux); alliance qui est au fondement-même de la stabilité du système politique pakistanais (Waseem, 1994). Cette convergence est attestée par le fait que l'inclusion des militaires a provoqué bien moins de résistance au sein de la haute fonction publique que le recrutement latéral introduit par les réformes de Z.A. Bhutto, les recrues militaires ayant souvent meilleure réputation que leurs collègues issus du secteur privé ou des échelons inférieurs de l'administration (Kennedy, 1987, p. 124-125). Certaines sources estiment toutefois que si les bureaucrates se limitent à des critiques feutrées, c'est qu'ils craignent des représailles. A juste titre. Au lendemain du coup d'Etat de 1999 (comme ce fut le cas après ceux de 1958 et de 1977), les fonctionnaires ont été soumis à

⁷⁴ Entretien, commandant (à la retraite), Lahore, février 2004.

des enquêtes de la part de diverses agences de renseignement sur l'état de leur "conduite".

Il reste que les régimes militaires peuvent, traditionnellement, compter sur une bureaucratie obéissante. Un haut fonctionnaire raconte cette anecdote révélatrice à propos de la campagne que le général Zia organisa avant le référendum de 1984:

"La veille du référendum, Zia décida qu'il serait bon d'organiser une grande manifestation à Rawalpindi. Il a alors demandé à l'administration du Pendjab de s'en occuper. Le fonctionnaire en charge m'appelle affolé: "comment va-t-on trouver une telle foule ?" On a été obligé de faire venir les ouvriers des ateliers de l'armée à Rawalpindi pour remplir le stade. Même eux on a dû les piéger: les pauvres gars croyaient qu'on leur avait donné une journée de congé, on a fermé les portes pour être sûrs qu'ils ne partent pas ! Puis la télévision a filmé en gros plans, donnant l'impression qu'il y avait des milliers de personnes."⁷⁵

Quant aux deux autres groupes dominants - les grands propriétaires terriens et les entrepreneurs privés -, ils ont été particulièrement choyés par les régimes militaires. S'il fallait n'en donner qu'un seul exemple, les élections législatives "sans partis" de 1985, organisées sous la présidence du général Zia, virent la plus forte proportion de parlementaires issus de ces deux groupes (157 pour les premiers et 54 pour les seconds sur un total de 217). Les propriétaires terriens représentent une classe que les militaires n'ont jamais cherché à mettre en danger. Des trois tentatives de réforme agraire qu'a connu le Pakistan (1959, 1972 et 1976), seule la première fut imposée par un général (Ayub Khan) et n'a eu qu'une portée extrêmement limitée: l'Etat ne récupéra que 5% du total des terres agricoles et dédommagea généreusement les propriétaires (Burki, 1994, p. 308). Quant au général Zia, il ignora tout simplement les directives des réformes imposées sous Bhutto.

Enfin, les relations entre l'armée et le secteur privé présentent le même caractère fusionnel. La pénétration croissante de la première dans les champs d'activité du second génère certes des critiques ponctuelles contre les abus des entreprises militaires, contre Askari Information Service dont les factures téléphoniques sont payées par le gouvernement, ou bien AWT et NLC qui reçoivent des aides gouvernementales massives. Ces critiques ne sauraient cependant atteindre, également, la solidité de l'alliance entre l'armée et les industriels pakistanais née d'une donnée historique fondamentale : c'est à l'initiative des militaires alors au pouvoir que, dans les années 60, les grands groupes industriels et financiers pakistanais se sont consolidés. Ayub Khan a encouragé, institutionnellement et financièrement, les entrepreneurs privés en formant la PIDC

⁷⁵ Entretien, Lahore Deputy Commissioner (sous-préfet, à la retraite), Lahore, novembre 2000.

(Pakistan Industrial Development Cooperation), institution qui leur a permis de participer aux grands projets industriels lancés au Pakistan occidental entre 1962 et 1969 (Siddiq-Agha, 2000, p. 12).

Par ailleurs, les positions du secteur privé sont plus nettement déterminées par la politique économique des gouvernements en place - civils ou militaires - que par les activités des fondations militaires. Or, ce secteur a bien moins souffert sous les militaires que sous le PPP qui fut à l'origine des grandes vagues de nationalisation des années 70. Les régimes militaires ont, en effet, toujours mené des politiques privilégiant la croissance, la consommation et l'investissement au détriment de la redistribution. Ceci s'est traduit par de forts taux de croissance du PIB (générés également, certes, par les aides extérieures massives, en particulier américaines, et les transferts de fonds des émigrés du Golfe): 6,7% par an sous Ayub (et jusqu'à 20% pour la production de biens manufacturés, ce qui valut au Pakistan d'être considéré dans les années 60 comme une économie capitaliste modèle), de même que sous Zia, et 8,4% sous Musharraf, en 2005. Ce dernier a également poursuivi et intensifié la vague de privatisations engagée dans la décennie 90, l'Etat mettant en vente ses monopoles depuis 1999 (Karachi Electricity Supply Corporation-KESC et Pakistan Telecommunication Corporation-PTCL, l'EDF et les Telecom locaux) ainsi que des banques et entreprises où il dispose de la majorité du capital (UBL, la quatrième banque commerciale du pays, Pakistan State Oil-PSO, la première compagnie pétrolière et Pakistan Petroleum, la deuxième compagnie d'exploration pétrolière). Or, ces privatisations s'opèrent de façon concurrentielle : non seulement de grands groupes industriels pakistanais en profitent (Hasan Associates, Dewan Mushtaq Group, Dawood, etc) mais les entreprises militaires ne sont pas forcément privilégiées. Par exemple, alors que le groupe Fauji était l'un des deux seuls acheteurs potentiels des parts de PSO, l'Etat a fait en janvier 2005 de nouvelles propositions pour attirer d'autres investisseurs⁷⁶.

Ensuite, il faut noter que les secteurs d'activité les plus touchés par la concurrence de l'armée sont souvent des "épaves" publiques, telle la Pakistan Railways. Surtout, les militaires n'ont pas cherché à pénétrer le secteur clé de l'économie pakistanaise, à savoir le textile et ses produits dérivés (68% des recettes d'exportation du pays). Et si dans le transport de marchandises l'armée impose une concurrence déloyale à travers la NLC, celle-ci s'opère dans des domaines sélectifs (transports de marchandises publiques ou d'aide humanitaire). Il est donc difficile de souscrire à l'hypothèse avancée par Siddiq-

⁷⁶ The Economist Intelligence Unit, *Country Report 2005. Pakistan*, Londres, The EIU, 2005, p. 19.

Agha selon laquelle l'armée occupe une position monopolistique⁷⁷, si ce n'est dans des secteurs où l'entreprise privée est de toute façon peu présente: construction des routes, ponts et tunnels, ou bien hélicoptère de tourisme (Askari Aviation). De surcroît, de nombreuses passerelles existent entre l'armée et le secteur privé. La domination de l'appareil d'Etat par les militaires, ainsi que les marchés qu'ils représentent (acheteur d'équipements, de pièces détachés, etc.), incitent ainsi le secteur privé à embaucher des militaires à la retraite à même de servir d'intermédiaires tandis que les fondations opèrent de multiples joint-ventures avec des sociétés privées.

Coup d'Etat et corporatisme économique: le lien introuvable

En règle générale, les Premier ministres ont toujours respecté cette règle implicite du système politique pakistanais: non-intervention dans les dépenses de défense et dans les privilèges associés au statut militaire (ils ont, par contre, été moins prudent sur les autres domaines réservés de l'armée que sont la question du Cachemire et la politique régionale, ainsi que les nominations au sein de l'armée). Les civils ont même, au contraire, encouragé le corporatisme économique de l'armée, pour s'assurer de son soutien politique. Ainsi, il est remarquable que même Bhutto, le chef de gouvernement à avoir le plus directement fragilisé l'hégémonie politique de l'armée (prise de décision en matière de défense soumise au contrôle des civils, mise à l'écart sans précédent d'officiers de haut rang au lendemain de la défaite de 1971, création d'une force paramilitaire parallèle, etc.), et auteur du plus important programme de nationalisations, ait laissé intact les intérêts commerciaux d'une armée pourtant à genoux après le traumatisme de la défaite de 1971, même s'il a tenté de gêner partiellement ses appétits fonciers (cf. l'exemple du DHA de Karachi explicité précédemment). Une armée "démoralisée" est dangereuse pour la sécurité nationale, mais une armée "appauvrie" l'est bien plus pour la survie. Comme l'affirme l'ancien ministre des Affaires étrangères de Nawaz Sharif, Sartaj Aziz:

"Pour nous [le gouvernement de Nawaz Sharif], le principal défi était de diminuer la puissance politique des militaires. Si nous avions commencé par restreindre leurs intérêts financiers, nous aurions été confrontés à une réaction immédiate de leur part" (Siddiq, 2003).

⁷⁷ Entretien, Islamabad, septembre 2003.

"Le corps des officiers [pakistanaï] évolue de façon mystérieuse, il oscille entre obéissance aveugle et franche méfiance, entre ambition individuelle et solidarité collective" (Dewey, 1991, p. 280). Les paradoxes que renferme cette affirmation sont le plus aisément observables à travers les cinq tentatives, connues et ayant échoué, de coups d'Etat militaires (1951, 1973, 1976, 1984, 1995). Celles-ci démontrent, en effet, qu'en dépit des tensions qui traversent l'institution militaire, elle garde une remarquable cohésion. Son homogénéité ethnique l'explique certes. Le patrimonialisme des militaires est probablement un élément tout aussi important. En effet, la corruption endémique qui caractérise la vie politique et économique pakistanaïse résulte non seulement de la faiblesse des salaires des fonctionnaires mais aussi de l'atomisation des rapports de force politiques, de l'absence de responsabilité collective des administrations publiques ou des partis politiques encourageant la "défection". Or, l'armée pakistanaïse, contrairement aux autres institutions du pays, a réussi à transformer le patrimonialisme en un facteur de discipline.

Le maintien du système sophistiqué d'attribution de privilèges hérité de l'armée britannique, puis son renforcement et son extension, sont certes source de tensions, mais ils peuvent aussi être utilement analysés, à un niveau structurel, comme un mécanisme de contrôle. C'est, en effet, l'institution dans son ensemble, et non l'individu - le soldat, l'officier -, qui se procure la rente, puis prend en charge et détermine la dynamique de sa redistribution. Grâce à sa position politiquement dominante, et à ses orientations capitalistes, l'armée évite ainsi que l'individu soit tenté de manipuler le système à son avantage, ou d'acquérir des sources d'enrichissement qui fragiliseraient l'institution en raison des collusions et alliances avec des groupes extérieurs que celles-ci impliqueraient (partis politiques, groupes maffieux, etc.). La politique de redistribution foncière de l'armée en est le meilleur exemple: il démontre combien ce mécanisme est devenu un rouage indispensable à la "disciplinarisation" des officiers et des troupes. Dans un Etat prétorien qui ne peut compter sur des colonies d'outre-mer, l'armée n'a, en quelque sorte, d'autre choix que de "coloniser" ses propres terres et administrations.

L'armée apprend, également, à son personnel, à travers ses fondations et avec plus ou moins de succès certes, à participer à l'entreprise générale de stabilisation du corps militaire en devenant elle-même un vivier d'entrepreneurs efficaces, capables de générer les rentes que le domaine public ne peut plus fournir à lui seul. Les temps ont en effet changé depuis 1963, lorsqu'un général de division écrivait:

"Une armée telle que celle du Pakistan a besoin d'agences bien organisées veillant au bien-être des ses officiers et soldats [...] A une certaine époque, cette tâche revenait à l'officier, et non à l'Etat. Mais avec les circonstances, en particulier l'élévation du niveau de vie et d'éducation de la population, cela est devenu une obligation pour tout gouvernement digne de ce nom d'accepter cette fonction avec joie". (Khan, 1963, p. 232)

Les circonstances continuant de changer, cette responsabilité incombe désormais non plus seulement au gouvernement, qui ne l'accepte plus vraiment avec joie, et dont les ressources sont, de toute façon, limitées, mais aussi à l'armée elle-même; non pas à l'officier mais à l'armée-entreprise et à l'armée-proprétaire foncier.

Bien sûr, cette rationalité idéale du "*rent-seeking*" institutionnel n'interdit pas les défaillances, bien qu'il soit toujours très difficile de déterminer jusqu'à quel niveau de la hiérarchie militaire celles-ci sont tolérées. La corruption des forces armées est, en effet, de notoriété publique. Les "pots-de-vin" obtenus dans des contrats d'armement, et de construction de logements pour des officiers, ont été récemment évalués, pour les trois armées, à 164 millions de dollars⁷⁸. Mais, tout aussi significatif que l'existence même d'abus, est la publicisation de plus en plus fréquente des plus scandaleux d'entre eux, ou de ceux qui ont le plus clairement échappé au patronage du cœur de l'institution militaire; nous entendons par-là l'armée de terre, et plus précisément son épine dorsale: le CCC, le COAS et les officiers supérieurs du GHQ ainsi que les DG des principaux services de renseignement. Ainsi, en décembre 2001, et pour la première fois à notre connaissance, le Public Accounts Committee a rendu public le montant des fonds détournés du budget de la défense en 1999-2000 (soit 1,3 milliards de roupies)⁷⁹. De même, en 2004, et ce alors même que l'Etat est dirigé par un général et que la colonisation militaire des institutions publiques n'a jamais été poussée aussi loin, le NAB n'hésitait pas à annoncer avoir recouvré 456 millions de roupies auprès "d'officiers militaires"⁸⁰. Le montant semble par trop dérisoire mais il est, significativement, supérieur à celui récupéré chez des "politiciens" et n'inclut pas les cas relevant du système interne de lutte anti-corruption interne à l'armée (réservé, semble-t-il, aux seuls détournements de fonds appartenant à l'armée). Or, les rares informations qui transpirent dans ce domaine démontrent que l'armée fait preuve à l'égard des siens, surtout si ses propres membres se trouvent lésés, d'une sévérité que l'on rencontre rarement dans le domaine civil. Ainsi, en 2005, la totalité

⁷⁸ Mubashir Zaidi, "The hunt for kickbacks", *The Herald*, octobre 2000.

⁷⁹ "PAC gets corruption details in defence budget", *The News* (Lahore), 25 décembre 2001.

⁸⁰ "Bureaucrats top NAB recoveries list, Senate told", *Daily Times* (Lahore), 10 décembre 2004.

de la direction de la Defense Housing Authority de Lahore était remplacée *manu militari*, avant même que la presse ne soit informée, en raison d'un vaste scandale immobilier sur lequel le commandant du corps d'armée de Lahore avait lui-même ordonné une enquête⁸¹.

CONCLUSION

Dès l'indépendance, l'appareil d'Etat pakistanais, à l'instar de nombreux Etats post-coloniaux, a repris à son compte la politique de la récompense que l'ancienne puissance coloniale appliquait pour s'assurer de la loyauté des principaux groupes sociaux dont elle avait besoin pour se maintenir en place. Cette dynamique bénéficia clairement à l'institution militaire: initialement parce que les gouvernements civils cherchaient à contrecarrer son ressentiment à l'égard des fonctionnaires mieux lotis, ensuite parce que son soutien était indispensable aux dirigeants issus de ses rangs. Toutefois, comme le souligne Ayesha Jalal, à partir du régime du général Zia, "une différence qualitative a été introduite: les officiers de l'armée deviennent les principaux bénéficiaires du patronage étatique, concurrençant les fonctionnaires et politiciens pro-gouvernementaux" (Jalal, 1994, p. 178). De plus, alors que dans les années 1950-60 les privilèges accordés aux militaires se limitaient à des postes dans l'administration civile et à des lopins de terre, ils se sont aujourd'hui étendus à des pans entiers de l'économie: commerce, industrie, agriculture, transports, immobilier, etc.

S'il est difficile d'établir un lien de causalité entre cette mutation de la nature du corporatisme économique et l'intervention de l'armée en politique, ses effets sur la place des militaires dans la société sont, par contre, aisément identifiables, et ce à deux niveaux. Premièrement, l'approfondissement du corporatisme économique militaire complique davantage les règles du système clientéliste qui traverse l'ensemble de la société pakistanaise, à l'instar de toute société où l'Etat, perçu comme une super-structure qui n'est ni la source de la loi, ni le garant de son application, voire comme agissant parfois en dehors de la loi, les solidarités privées restent le principal instrument de

⁸¹ "Property scam plagues DHA", *Daily Times* (Lahore), 24 mars 2005.

protection⁸². En effet, la structure administrative pakistanaise repose entièrement sur la culture du *sifarish* (littéralement "connexion", "recommandation") qui se traduit par la règle suivante: "tout pour les amis, rien pour les ennemis et pour les autres, une stricte application du règlement"⁸³. Or désormais, à côté des piliers traditionnels du *sifarish* - famille, réseaux de parenté élargis, caste, clan et hommes politiques -, a progressivement émergé un autre groupe prestataire de services et de faveurs: l'armée. L'orgueil hautain que peut afficher aujourd'hui publiquement un simple commandant se rapporte bien plus à cette confiance de "patron" en puissance qu'à ses exploits sur le champ de bataille.

Deuxièmement, le corporatisme économique de l'armée a donné naissance à un "syndicalisme militaire", pour reprendre la formule de Finer, mais au sens propre et non plus figuré. Cherchant initialement à protéger, puis à étendre, son autonomie d'action face aux civils, l'armée a progressivement mis en place un système de défense de ses intérêts qui s'apparente à un véritable lobby économique, en fait le plus puissant du pays puisqu'elle dispose également du contrôle de l'appareil répressif. La façon dont l'armée a géré la rébellion paysanne dans les fermes militaires d'Okara l'illustre parfaitement. Cette nouvelle règle implicite du jeu politique pakistanais, mise en place dans les années 60, puis consolidée dans les années 80 pour s'épanouir pleinement depuis le coup d'Etat de 1999, est devenue une donnée essentielle du rapport de force civils-militaires. Tout gouvernement civil, nous l'avons souligné, l'a désormais intériorisée: la plus faible tentative pour déstabiliser l'empire industriel, commercial ou foncier de l'armée se traduirait par une éviction immédiate. Certes, les critiques existent mais elles s'expriment à l'ombre d'un débat public très limité et d'une relative complaisance de l'appareil judiciaire. Elles ne sont pas en mesure de gêner une logique corporatiste bien trop efficace et fonctionnelle pour s'atténuer.

Sans cet empire, l'armée n'aurait pu affronter simultanément la crise économique des années 1990, la pression accrue des institutions financières internationales en vue d'une réduction des dépenses de défense et les sanctions américaines, sans compromettre la croissance continue du train de vie et l'enrichissement d'un personnel militaire toujours plus nombreux. Ce constat permet de relire l'hypothèse avancée par Tilly sur les dynamiques à l'œuvre dans la militarisation des Etats du Tiers-Monde. L'exemple pakistanais démontre, en effet, que si l'axe capital-contrainte s'est évidemment structuré sur un mode très différent de celui qui prévalut dans les Etats européens, il reste qu'un

⁸² Cf. C. Cahen cité dans Leca et Schemeil (1983), p. 459.

⁸³ Selon l'heureuse formule d'un diplomate et ancien ministre des Affaires étrangères pakistanais cité dans Islam (2004), p. 345.

recentrage sur les logiques de "racket" purement endogènes, et sur leur fonctionnalité politique, mérite d'être tenté. En effet, il est important selon nous de revenir sur les facteurs internes, tant historiques que politiques, qui ont permis aux armées du Sud de prélever les ressources économiques et sociétales indispensables à leur consolidation institutionnelle. Ces facteurs sont les seuls à même d'expliquer, dans certains cas, la résistance du corporatisme militaire et, plus largement, de régimes militaires aux aléas des alliances inter-étatiques ou du marché international.

Plus encore, il serait utile de comparer les différentes trajectoires de militarisation au Sud en évaluant les effets contrastés que peut avoir l'enrichissement économique des militaires, selon qu'il provient de ressources principalement exogènes ou endogènes, sur les relations civils-militaires, sur les rapports armée-société et sur l'institution militaire elle-même. A titre d'exemples, on ne peut manquer de souligner le contraste entre la déstabilisation profonde qu'a subi le régime prétorien algérien durant les années 90, suite à la chute des recettes d'exportation des hydrocarbures, avec l'évolution de l'armée pakistanaise qui, durant la même décennie, put poursuivre malgré un environnement international extrêmement défavorable (arrêt brutal de l'alliance américano-pakistanaise nouée pendant la guerre froide), la croissance de son budget et de ses effectifs, sans compromettre sa politique de la récompense ni provoquer de crises sociales ou politiques majeures. On peut également souligner la différence qui existe entre l'armée pakistanaise et sa "petite sœur" bangladaise, déchirée par le factionnalisme, ou encore d'autres armées "politiques" et rentières du Sud, telle celle du Nigeria, déstabilisées par de nombreux putschs internes. L'armée pakistanaise est en effet caractérisée par un esprit de corps qui reste, par comparaison, impressionnant. L'hypothèse défendue dans ce travail est que le patrimonialisme militaire au Pakistan peut être interprété comme un processus, parmi d'autres bien sûr, qui a aidé l'armée à maintenir une forte cohésion interne.

Une telle hypothèse n'exclut en rien, cela va sans dire, la nécessaire prise en compte des tensions que "l'éthos matérialiste" de l'armée ne manque de provoquer: entre provinces, entre l'armée et les administrations publiques lésées, et entre celle-là et la société. Ce dernier point mérite d'être réitéré: l'image de l'armée au sein de la société s'est nettement altérée avec l'émergence d'un lobby économique militaire. Clôturons la journée bien remplie de M. Butt, sur laquelle cette étude s'est ouverte. Nous avons, en effet, omis de préciser ce qu'il advint lorsque son cousin, après sa visite à la mairie, regagna sa voiture. Quelle ne fut pas sa colère lorsqu'il découvrit qu'un petit malin avait,

entre temps, apposé sur sa voiture un auto-collant d'un genre bien différent du "*I love Pak Army*" scotché depuis des années sur son pare-brise ! Sur celui-ci, un paysan squelettique regarde, désespéré, un militaire (le mot "*Fauji*" inscrit sur son uniforme dissipe le moindre doute) en train de traire une vache bien grasse sur le dos de laquelle on peut lire "*Khushhal Pakistan*" ("Prospère Pakistan"); moquant par là-même le programme du même nom que le Premier ministre Shaukat Aziz (nommé en août 2004) a lancé pour aider les plus démunis. "Il y a vingt ans, cela aurait été inimaginable", conclut M. Butt.

ANNEXE: LES INTERETS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX MILITAIRES⁸⁴

Fauji Foundation

Industries

Fauji Sugar Mills (4); Fauji Cereals; Fauji Corn Complex; FONGAS (compagnie de distribution de gaz); Fauji Poly Propylene Products; Fauji Fertilizer Company (FFC); Fauji Jordan Fertilizer Company (FJFC); Mari Gas Company; Fauji Cement; Fauji Oil Terminal Company Project (FOTCO); Fauji Kabirwala Power Company Ltd (FKPCL)

Institutions éducatives

Institute of Management and Computer Sciences; Foundation University Colleges (2: Medical College, College of Education); Higher Secondary Schools (5); Schools (84); Technical Training Centres (9); Vocational Training Centres (66)

Santé

Hospitals (11); Medical Centres (23); Mobile Health Units (2); Static Dispensaries (30); Mobile Dispensaries (51)

Army Welfare Trust

"Army Projects Division"

Army Welfare Shoe Project; Army Welfare Woolen Mill; Army Welfare Rice Mill; Alghazi Travels; Service Travels

"AWT Group of Companies"

Askari Commercial Bank; Askari Leasing; Askari General Insurance; Askari Info-System / Askari Information Service; Askari Guards; Askari Cement Ltd (2: Wah, Nizampur); Askari Real Estate; Askari Aviation; Askari Welfare Pharmaceutical Project; Askari Associates; Askari Mobil; Askari IMax (Telecom); Askari Housing Schemes (6); Magnesite Refineries Ltd; Commercial Plazas (3); Restaurants; AWT Sugar Mill (Badin); Military Farms (dont 2 Askari Stud Farms et 2 Askari Farms)

National Logistic Cell

Transportation and Logistics

Dry Cargo Operations; Liquid Cargo Operations; Dry ports and Freight Management; Cross Border Terminals
Long-Vehicles Driver's Training School

Frontier Works Organization

Shaheen Foundation

Shahen Air International; Shaheen Air Cargo; Shaheen Airport Service; Shaheen Aerotraders; Shaheen Insurance; Shaheen Complex; Shaheen PayTV; FM-100 (chaîne de radio); Shaheen System (Information technology); Shaheen Knitwear

Bahria Foundation

Falah Trading Agency; Bahria Construction; Bahria Travel and Recruiting Agency; Bahria Paints; Bahria Deep Sea Fishing; Bahria Complexes; Bahria Town and Housing Schemes (3); Bahria Dredging; Bahria Ship Breaking; Bahria Diving and Salvage International; Bahria University; Bahria Shipping; Bahria Coastal Services; Bahria Security & System Services; Bahria Catering & Decoration Service; Bahria Farming; Bahria Holding; Bahria Harbor Services; Bahria Bakery

⁸⁴ Liste établie sur la base de Siddiqa, *Power, Perks*, Op. Cit.; "Fauji Foundation Striving for a Prosperous and Strong Nation" (encart publicitaire), *The Herald*, septembre 2003; <http://www.awt.com.pk>; "AWT Group of Companies – Independence Day" (encart publicitaire), *Dawn*, 14 août 2002; "NLC in step with tomorrow" (encart dans le supplément publicitaire "One Year Performance of the Government of Prime Minister Shaukat Aziz"), *Dawn*, 23 septembre 2005.

Bibliographie

- AHMED, S. (1995) 'The military and ethnic policy' in C. KENNEDY, R. B. RAIS (dir.) *Pakistan 1995-96*. Boulder: Westview Press, p. 103-131.
- ALI, I. (1988) *The Punjab Under Imperialism, 1885-1947*. Princeton: Princeton University Press.
- ARIF, K. M. Gen. (1995) *Working with Zia: Pakistan's Power Politics, 1977-1988*. Karachi: Oxford University Press.
- BLOM, A. (2005) 'La guerre fait l'Etat : Trajectoires extra-occidentales et privatisation de la violence, l'exemple pakistanais' *Les Etudes du C2SD*, décembre 2005.
- BLOM, A. (2003) 'Les kamikazes du Cachemire, "martyrs" d'une cause perdue' *Critique Internationale*, juillet, 20, p. 135-149.
- BURKI, S. J. (1994) 'The State and the political economy of Pakistan' in M. WEINER, A. BANUAZIZI (dir.) *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*. New York: Syracuse University Press.
- CAPLOW, T., VENNESSON, P. (2000) *Sociologie militaire*. Paris: Armand Colin.
- CHEEMA, P. I. (2002) *The Armed Forces of Pakistan*. Karachi: Oxford University Press.
- CLOUGHLEY, B. (1998) *A History of the Pakistan Army: Wars and Insurrections*. Karachi: Oxford University Press.
- COHEN, S. P. (1994) 'State Building in Pakistan' in M. WEINER, A. BANUAZIZI (dir.) *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*. New York: Syracuse University Press
- COHEN, S. P. (1998) *The Pakistan Army*. Oxford: Oxford University Press [1984].
- DEWEY, C. (1991) 'The rural roots of Pakistani militarism' in D.A. LOW (dir.) *The Political Inheritance of Pakistan*. Basingstoke: MacMillan Academic and Professional.
- FINER, S. (1988) *The Man on the Horseback. The Role of the Military in Politics*. Boulder: Westview Press [1962].
- GAUHAR, A. (1993) *Ayub Khan. Pakistan's First Military Ruler*. Lahore: Sang-e-Meel.
- GARDEZI, H., RASHID, J. (1983) *Pakistan. The Roots of Dictatorship. The Political Economy of a Praetorian State*. Londres: Zed Press.
- HALPERN, M. (1963) *The Politics of Social Change in the Middle East North Africa*. Princeton: Princeton University Press.
- HARRISON, S. (1992) 'South Asia and the United States: A chance for a fresh start' *Current History*, 91 (563), mars, p. 1-9.
- ISLAM, N. (2004) 'Sifarish, sycophantes, pouvoir et collectivisme: la culture administrative au Pakistan' *Revue Internationale des Sciences Administratives*, 70 (2), juillet, p. 335-357.
- JACKMAN, R. W. (1976) 'Politicians in uniform: Governments and social change in the Third World' *American Political Science Review*, 70 (4), p. 1078-97.
- JAFFRELOT, C. (dir.) (2000) *Le Pakistan*. Paris: Fayard.
- JALAL, A. (1994) 'The State and Political Privilege in Pakistan' in M. WEINER, A. BANUAZIZI (dir.) *The Politics of Social Transformation in Afghanistan, Iran and Pakistan*. New York: Syracuse University Press.
- JALAL, A. (1995) *Democracy and Authoritarianism in South Asia. A Comparative and Historical Perspective*. Cambridge: Cambridge University Press.
- JALAL, A. (1999) *The State of Martial Rule. The Origins of Pakistan's Political Economy of Defence*. Lahore: Sang-e-Meel [Cambridge University Press, 1990].
- JANOWITZ, M. (1964) *The Military in the Political Development of New Nations. An Essay in Comparative Analysis*. Chicago: The University of Chicago Press.

- KARIAPPER, A. S. (2003) *The Tenants' Movement on the Okara Military Farms*, mémoire de licence sous la direction de T. RAHMAN et d'A. BLOM, département de sciences sociales, Lahore University of Management Sciences (LUMS). Non publié.
- KENNEDY, C. H. (1987) *Bureaucracy in Pakistan*. Karachi: Oxford University Press.
- KENNEDY, C. H. (1991) 'Zia and the Civilian Bureaucrats: Pakistan's Bureaucracy in the 1980s' in C. BAXTER, S. R. WASTI (dir.) *Pakistan Authoritarianism in the 1980s*. Lahore: Vanguard Books.
- KHAN, F. M. (1963) *The Story of the Pakistan Army*. Karachi: Oxford University Press.
- KHAN, M. A. (1983) *Generals in Politics. Pakistan 1958-1982*. Londres: Groom Helm.
- KOONINGS, K., KRUIJT, D. (dir.) (2002) *Political Armies. The Military and Nation Building in the Age of Democracy*. Londres: Zed Books.
- LECA, J., SCHEMEIL, Y. (1983) 'Clientélisme et patrimonialisme dans le monde arabe' *International Political Science Review*, 4 (4), p. 455-494.
- MALIK, I. (1997) *State and Civil Society in Pakistan*. New York: St Martin's.
- McGRATH, A. (1996) *The Destruction of Pakistan's Democracy*. Oxford: Oxford University Press.
- MARTINEZ, L. (1998) *La guerre civile en Algérie*. Paris: Karthala.
- PERLMUTTER, A. (1981) *Political Roles and Military Rulers*. Londres: Frank Cass&Co. Ltd.
- PYE, L. W. (1962) 'Armies in the process of political modernization' in J. J. JOHNSON (dir.) *The Role of the Military in Underdeveloped Countries*. Princeton: Princeton University Press, p. 68-89.
- RAHMAN, T. (1998) *Language and Politics in Pakistan*. Karachi: Oxford University Press.
- RANA, M. A. (2002) *Jihad-e-Kashmir-o-Afghanistan. Jihadi Tanzimon aur Mazhabi Jamaaton ka aik Ja'izah* [Le Jihad au Cachemire et en Afghanistan: un panorama des organisations jihadi et des associations religieuses]. Lahore: Mashal Books.
- RIZA, Maj Gen. S. (1977) *The Pakistan Army 1966-71*. New Delhi: Natraj Publ.
- RIZVI, H. A. (1986) *The Military in Politics in Pakistan*. Lahore: Progressive Publishers, (réédité par à Lahore par Sang-e-Meel en 2000).
- RIZVI, H. A. (2001) 'The military' in A. M. WEISS, Z. S. GILANI (dir.) *Power and Civil Society in Pakistan*. Oxford: Oxford University Press.
- RIZVI, H. A. (2003a) *Military, State and Society in Pakistan*. Lahore: Sang-e-Meel.
- RIZVI, H. A. (2003b) 'The Pakistan military: A bibliographical study', in C. KENNEDY (dir.) *Pakistan at the Millenium*. Karachi: Oxford University Press, p. 95-130.
- SAYEED, K. B. (1967) *The Political System of Pakistan*. Boston: Houghton Mifflin Company.
- SHAFQAT, S. (1997) *Civil-Military Relations in Pakistan*. Boulder: Westview Press.
- SIDDIQA, A. (2000) 'Power, perks, prestige and privileges: Military's economic activities in Pakistan', paper présenté à la *International Conference on Soldiers in Business*, 17-19 octobre, BICC (Bonn International Center for Conversion), Jakarta.
- SIDDIQA-AGHA, A. (2001) *Pakistan's Arms Procurement and Military Buildup, 1979-99. In Search of a Policy*. Basingstoke: Palgrave.
- SIDDIQA, A. (2003) 'The politics of organizational economic interests: An interpretation of civil-military relations in Pakistan', étude non publiée et remise par l'auteur, préparée dans le cadre du programme *Pakistan Drivers of Pro-Poor Change*, Institute of Development Studies (Sussex)/Collective for Social Science Research (Karachi).
- SIDDIQI, Brig (retd) A. R. (1996) *The Military in Pakistan: Image and Reality*. Lahore: Vanguard Books.

- SIPRI Yearbook 2001. Oxford: Oxford University Press.
- STEPAN, A. (1971) *The Military in Politics. Changing Patterns in Brazil*. Princeton: Princeton University Press.
- TALBOT, I. (1999) *Pakistan. A Modern History*. Londres: Hurst.
- TILLY, C. (1992) *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe, 990-1990*. Paris: Aubier.
- TILLY, C. (1985) 'War making and state making as organized crime' in P. B. EVANS, D. RUESCHEMEYER, T. SKOCPOL (dir.) *Bringing the State Back In*. Cambridge: Cambridge University Press, p. 169-191.
- WASEEM, M. (1987) *Pakistan under Martial Law. 1977-1985*. Lahore: Vanguard Books.
- WASEEM, M. (1994) *Politics and the State in Pakistan*. Islamabad: National Institute of Historical and Cultural Research.
- ZINS, M. J. (2002) *Le Pakistan. La quête de l'identité*. Paris: La Documentation Française.